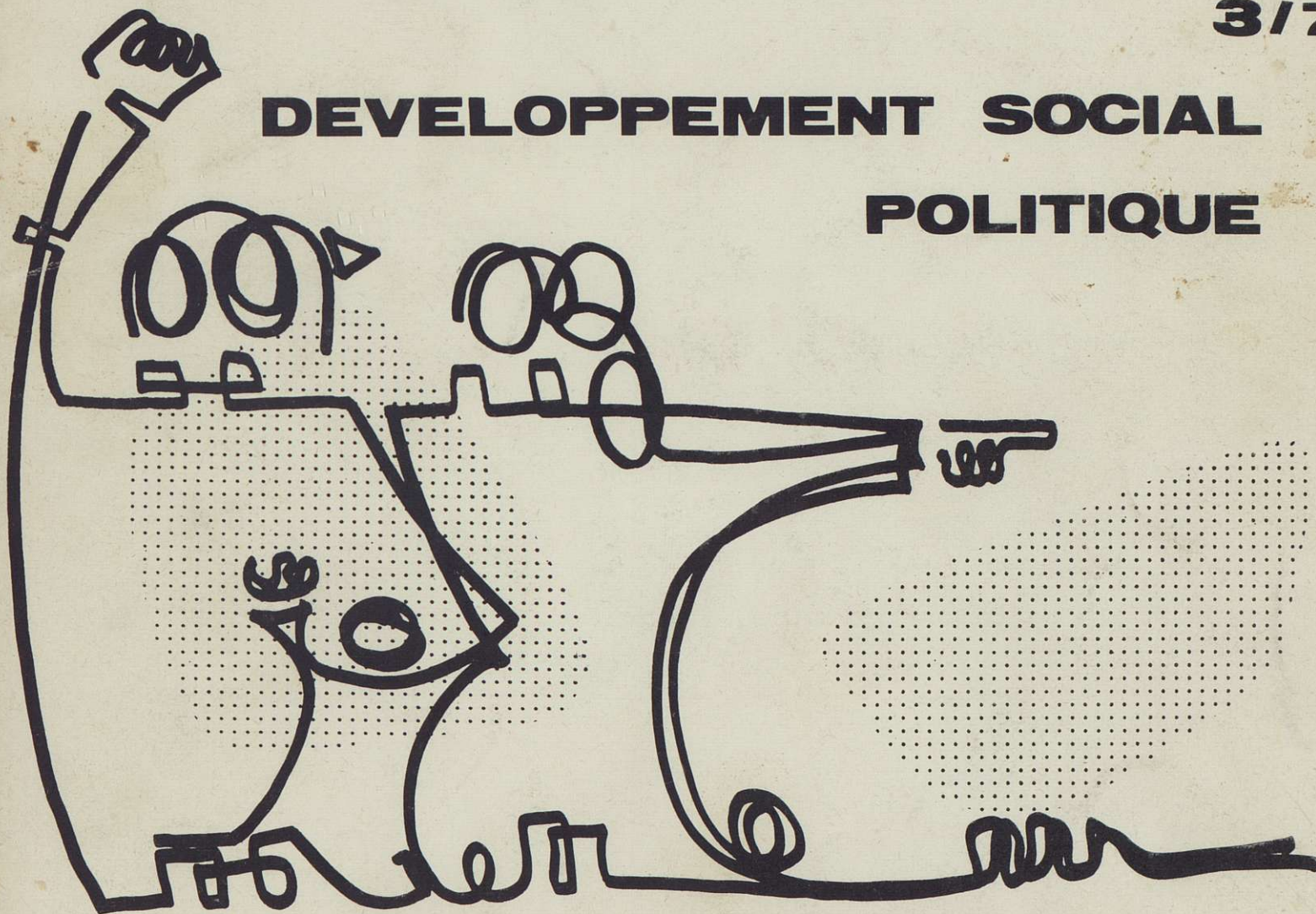


le carré bleu

3177

DEVELOPPEMENT SOCIAL

POLITIQUE



PLANIFICATION PHYSIQUE

Feuille internationale d'architecture
Directeur : A. Schimmerling
Rédaction et publicité :
29, bd E. Quinet, Paris 14^e
Comité de rédaction :
E. Aujame • J.B. Bakema • G. Candilis •
D. Cheron • D. Cresswell • J. Decap •
P. Fouquey • Y. Schein • P. Nelson •
P. Grosbois • L. Hervé • A. Josic •
A. Schimmerling • L. Miquel
F. Lapidé, B. Lassus, R. Le Caisne
J. - C. Deshons • M. Duplay • G. Pingusson

Collaborateurs :
Roger Aujame, Elie Azagury, Sven Backstrom,
Aulis Blomstedt, Lennart,
Bergstrom, Giancarlo de Carlo,
Eero Eerikainen, Ralph Erskine,
Sverre Fehn, Oscar Hansen, Reuben Lane,
Henning Larsen, Sven Ivar Lind,
Ake E. Lindquist, Charles Polonyi,
Keijo Petaja, Reima Pietila, Michel Eyquem,
Aarno Ruusuvuori, Jorn Utzon,
A. Tzonis, Georg Varhelyi,
Percy Johnson Marshall

P.1 Développement social, politique,
planification physique par Georges FELICI,
responsable du groupe PLANURBA
à l'école d'architecture
de Marseille-Luminy.
Mise en forme avec la collaboration
de G. HUGON et M. SAUVIAT.

P.42 English summary

P.43 Lettre ouverte sur l'enseignement
de l'architecture.

P.44 Informations
Actualités.

P.47 Peter et Alison Smithson : un appel.

Prix de l'abonnement annuel : 50 F
Le numéro : 14 F
C.C.P. Paris 10.469-54
Etudiants : 10 F

Commission Paritaire N° 59350

IMPRIMERIE DU CANNAU / MONTPELLIER

sommaire

pages

3 : Architecture, urbanisme et développement social.

9 : Les principes directeurs de l'approche PLANURBA.

11 : Fonction économique et développement social.

17 : Structures politiques et développement social.

21 : La région comme unité de base de la planification physique.

27 : Nécessité d'une planification physique régionale communale et urbaine.

33 : Niveaux de socialisation et profils des équipements.

37 : Structures de mise en relation.

41 : Quelques résultats PLANURBA.

le carré bleu, 29, bd Edgar Quinet, Paris 14^e

Planurba

1

UNITE PEDAGOGIQUE D'ARCHITECTURE MARSEILLE LUMINY

PLANURBA - Groupe de recherche appliquée
Planification physique et urbanisme.

Georges FELICI - Carlos PIZARRO - enseignants-directeurs
d'études.

Le groupe de recherche appliquée Planurba existe au sein de l'unité pédagogique de Marseille, sans autre statut que celui de produire des études approfondies de fin de 3^{ème} cycle. Le fond de ce noyau de recherche est constitué, d'une part, par le travail de réflexion et de recherche consenti depuis plusieurs années par G. FELICI et C. PIZARRO, dans le cadre de leurs activités pédagogiques, et, d'autre part, par des travaux de fin d'études fournis par des étudiants diplômables motivés par une approche fondamentale à la planification physique. Les travaux déjà réalisés et ceux en voie de réalisation sont essentiellement orientés vers la définition de structures d'organisation physique régionales, communales et urbaines. Prenant en compte comme objectif prioritaire la nécessité d'un développement social et politique intégral, Ces travaux s'appliquent à définir :

dans un premier temps, le profil des équipements nouveaux à créer et les structures spécifiques que demande leur mise en relation, en ce qui concerne l'aménagement régional, l'urbanisme, l'architecture.

Dans un deuxième temps, les études futures porteront plus particulièrement sur la réalisation de modèles intégrés de planification physique, tant dans leur représentation graphique que dans leur mise en volume.

Etudes déjà réalisées

1. Essai de planification sanitaire, régionale, communale et urbaine. G. FELICI - R. GANDJEE - M. MARTIN - PIZARRO - C. PIZARRO

2. Essai de planification physique pour une unité rurale dans le sud marocain - Evelyne FULCRAND - G. FELICI, directeur d'études.
3. Essai de planification régionale, communale et urbaine de l'enseignement de base, la formation et la spécialisation. Michel SAUVIAT - C. PIZARRO, directeur d'études, G. FELICI, rapporteur.
4. Planification régionale, communale et urbaine des services administratifs et politiques - Patrick MARZUOLA - Max PORTAL - G. FELICI, directeur d'études - C. PIZARRO, rapporteur.
5. Etude sur la répartition physique des équipements médicaux existants dans la région marseillaise - Carlos PIZARRO - Monique MARTIN - PIZARRO - Georges FELICI.

Etudes en voie de réalisation

1. Planification régionale, communale et urbaine de la production. Gérard HUGON, sous la direction de G. FELICI et C. PIZARRO.

ARCHITECTURE, URBANISME et DEVELOPPEMENT SOCIAL

La confusion qui règne dans les villes, constitue l'aspect le plus significatif des contraintes qui pèsent sur l'organisation sociale contemporaine : villes tentaculaires et asphyxiantes, cités dortoirs sous équipées à leurs périphéries, banlieues pavillonnaires, logements inconsequents ou vétustes, antagonisme des circulations véhiculaires et piétonnières, pollutions de toutes sortes....

Pourtant à en croire ce que disent les moyens d'informations officiels, nous vivons dans une société développée. Il paraît même que toutes ces nuisances seraient d'une certaine façon la rançon du progrès, encore faudrait-il savoir ce qu'est le progrès et pour qui ? Cette situation est néanmoins intenable pour les couches sociales les plus défavorisées qui subissent un rythme de vie abrutissant, ce qui en retour crée des situations difficilement contrôlables pour le système politique en place.

Dans ces conditions, il est urgent pour les représentants du pouvoir politique de parler de qualité de la vie, d'environnement et même d'écologie, en prononçant de vigoureux discours s'appliquant à ce qui est visible, les effets du système, sans se croire obligé d'en changer les causes. A les écouter, il va de soi que ce qu'il faut changer en priorité c'est la laideur des constructions qui défigurent les villes et les paysages. Ceci arrive à point pour les personnes les mieux habilitées à en parler, les professionnels de l'architecture, les architectes.

En effet, la profession d'architecte n'a cessé de prôner les vertus de la qualité architecturale. L'architecture est un bien d'intérêt public, et si notre environnement est ainsi déplorable c'est qu'on l'avait oublié. Désormais, et c'est la loi, n'importe qui ne pourra plus construire n'importe quoi. Le cadre de vie des français va changer, car là semble-t-il réside le véritable problème.....

Etant donné l'importance de la mission qui est alors confiée aux architectes, il est important de savoir ce qu'est la qualité architecturale, et en quoi exactement elle va transformer le cadre de vie d'une population toute entière. Extérieurement, l'architecture exprime généralement l'insertion physique, fonctionnelle et esthétique d'un ou de plusieurs bâtiments dans un environnement précis ; de même elle traduit l'organisation fonctionnelle interne des édifices auxquels elle s'applique, le choix de ses constituants techniques et l'expression plastique de la synthèse d'ensemble obtenue. Et pour l'esthète, l'initié, la qualité architecturale est ce qui exalte la perception esthétique. Il est alors possible de constater dans ce que la production architecturale contemporaine a de plus représentatif, que les architectes emploient véritablement toutes les ressources de leur art à valoriser les lieux et les édifices destinés aux secteurs privilégiés des activités économiques et politiques et aux lieux de résidences de leurs bénéficiaires.

C'est ainsi que les tendances architecturales contemporaines batissent, banques, préfectures, sièges de sociétés, maisons de rapports, cliniques... etc..... Mais ceci ne représente en réalité que la vie des couches sociales privilégiées, celles qui ne souffrent pas le plus des désordres urbains actuels, car elles ont les moyens institutionnels et financiers d'y pallier. Mais pour le reste, à constater ce que les plus prestigieux professionnels de l'architecture ont pu faire, quand il s'agissait de traiter les réservoirs de main d'oeuvre destinés aux ouvriers, leur art a été tout à fait inopérant semble-t-il. Tout au plus, l'indigence des moyens mis en oeuvre a-t-elle pu être quelquefois ramenée aux limites de la décence visuelle, pour ne pas trop incommoder

un éventuel automobiliste esthète sur les voies rapides qui traversent les banlieues. Pour ceux qui doivent y vivre, il n'y a qu'entassement de cellules réduites à l'expression la plus simpliste par l'industrie du bâtiment, quelques équipements sociaux éducatifs épars et partout des voitures.

Changer le cadre de vie devrait signifier changer les conditions de vie des classes sociales défavorisées, pour les faire bénéficier enfin de moyens conséquents, d'équipements sociaux en nombre et en qualité, pour former avec les logements des ensembles urbains cohérents et intégrés. Ce n'est pas de cela dont il est question mais de qualité architecturale, de la mission de l'architecte. Il ne s'agit pas de changer le contenu de l'organisation sociale mais de l'aménager en ayant systématiquement recours aux connaissances de l'architecte quel que soit le fond des situations auxquelles elles s'appliquent ; c'est donc essentiellement un problème d'architecte. Si faire intervenir la qualité architecturale ne signifie pas mettre en place des conditions de vie qui la permettent de façon naturelle et organique, ceci veut dire qu'alors, il sera fait un effort de la part des organismes publics pourvoyeurs de commandes, pour que les architectes aient un peu plus de latitudes dans leurs effets et traitements plastiques ; c'est ainsi que les vertus de la qualité architecturale, davantage libérée des contraintes financières qui confinaient jusqu'alors les architectes à la médiocrité de productions bassement utilitaires, va pouvoir s'abattre sur les foules pour les habiter de destinées insoupçonnées ; ce qui permettra aux classes défavorisées de sublimer les tristes conditions de vie dans lesquelles elles se débattent.... Difficile privilège que d'être architecte !

De même, quel remède employer pour supprimer la dégradation des sites provoquée par la réalisation massive d'habitats "pavillonnaires", qui sont la conséquence logique, l'effet symétrique des conditions de vie asphyxiantes des villes. Comment intégrer, proportionner, exprimer de façon harmoniques, la juxtaposition de constructions étriquées, sur des parcelles exigües, minima ? Comment répondre par de l'architecture au conditionnement d'une famille de français moyens et aux impératifs économiques des intérêts qui le rentabilisent ? Enfin, comment arriver à réunir les conditions d'une bonne architecture quand la base même des règlements dits d'urbanisme qui devraient le permettre reposent sur la nécessité de ne pas trop gêner la spéculation foncière qui est à la base de ce type de situation ?

Architectes, proportionnez ! modulez ! intégrez ! il en restera quelque chose. Et les sites seront toujours autant saturés de constructions entassées au hasard des découpages fonciers et sillonnés de réseaux de toutes natures. Pour le reste, il est toujours possible de confronter

des pires, et de se dire que l'architecte aura toujours essayé d'éduquer les usagers, en appliquant un système, sa culture d'initié sur celle du consommateur, ce qui fera somme toute un conditionnement de plus. L'architecte ne peut à lui tout seul prendre en charge l'éducation d'individus qui n'ont que le choix de consommer. Il ne peut se substituer aux carences de l'ensemble de l'organisation sociale. L'architecture ne se démocratise pas, elle ne peut qu'être dévalorisée, car elle est le fruit d'une culture de privilégiés ; alors qu'il est certain que seul le développement social d'une population peut produire une architecture correspondante, mais ceci revient à parler d'autre chose que d'architecture. La profession d'architecte ne peut à elle seule produire un cadre de vie cohérent et harmonieux ; au mieux dans certaines circonstances, elle peut y contribuer. Emprisonnée dans le jeu des intérêts financiers puissants auxquels elle participe, elle ne peut que se réclamer de la qualité architecturale pour justifier son existence dans une société où les véritables architectes sont la banque et le bureau d'études. La loi sur l'architecture récemment votée n'a pas été élaborée pour répondre à une amélioration du cadre de vie des français. Le monopole de la construction a été accordé à tous les architectes, pour que les cabinets importants qui trustent la profession puissent repousser à brève échéance une inévitable redistribution des commandes publiques, et aménager une zone tampon de marchés secondaires, pour absorber momentanément un nombre sans cesse croissant de jeunes diplômés ; le temps d'essayer de reprendre en main l'enseignement de l'architecture pour en faire un outil docile, correspondant davantage aux besoins d'une corporation figée, qu'à une formation fondamentale, de portée nationale et d'utilité publique.

Vraiment, se soucier d'architecture pour produire un cadre de vie cohérent et harmonieux, demande inévitablement d'aborder autre chose que de l'ARCHITECTURE.

Devant la nécessité d'organiser des ensembles urbains complets, de repenser la ville, l'urbanisme se présente comme une ascèse de choix, pour les architectes qui ont les possibilités et le désir d'avoir une vue d'ensemble plus large que celle qui consiste à produire par à coups des bâtiments de plus ou moins bonne qualité ; et si l'architecte se réclame de la qualité du cadre de vie des citadins, l'architecte urbaniste lui, oeuvre forcément pour le développement de l'homme, tant il est vrai pour certains que l'architecture et l'urbanisme sont une même et unique chose, mais agissant à des niveaux différents. Les mérites de la composition architecturale s'ouvrent à l'urbanisme pour en faire avant toute chose de la composition urbaine.

Et, c'est ainsi que, la production de concepts entiers et nouveaux de l'urbain, de l'organisation de la société dans la ville, prolifère et que chacun y va de son couplet. Il y a trois sortes d'études ; d'abord celles des architectes-urbanistes, généralement complètes, usant de solutions

technologiques, techniques et formelles pour proposer des solutions entières architecturalement finies ; celles qui s'attachent à la formation de théories plus ou moins scientifiques pour arriver à définir mathématiquement des structures de communications ou de générations de systèmes urbains ; et celles faites par des praticiens, urbanistes de leur état, qui participent aux réalisations d'ensembles urbains importants à l'initiative d'organismes publics ou directement de l'état. Ces dernières études se limitent à la production de schémas généraux, ne gérant que des principes directeurs, plus organisationnels que formels, pour marquer les différents stades de réalisation des projets, depuis l'ordonnance des réseaux de communication jusqu'à la mise en relation des unités d'espaces nécessaires. Mais malgré leurs différences apparentes, ces études sont analogues, elles font toutes ou presque référence à une structure politique et sociale inchangée, et les objets sociaux qu'elles gèrent sont ceux de la société industrielle actuelle, selon les rapports de production et de consommation existants. Quels que soient leurs aspects formels, elles sont inévitablement apparentées, concourantes ou complémentaires, puisqu'elles tendent à la définition d'un même objet, à partir des différents niveaux d'un même processus de production intellectuelle, en faisant intervenir de façon inégale un fond technologique et institutionnel commun. Leurs différences tiennent davantage dans la particularité des amalgames réalisés et dans leurs expressions formelles que dans les contenus sociaux qu'elles recouvrent. Le fait même d'avoir été conçues à partir des structures politiques actuelles soumet leur possibilité de réalisation au fonctionnement de la structure économique que nous connaissons, car elles sont indissociables. Il est alors facile de comprendre pourquoi, le plus souvent, la production de l'urbaniste en titre est représentée par des schémas très généraux, aux limites de l'approche théorique et aux prémices de l'application physique. La condition même de son existence professionnelle implique qu'il fasse de l'urbanisme à coups de schémas ; pour le reste, les organismes de promotion privées ou publiques, les banques, la spéculation foncière et l'industrie du bâtiment se chargeront de les remplir, qu'elles que soient les bonnes intentions qui ont présidées à leur élaboration. Intellectuellement, ce que les auteurs de ces différents projets ont en commun c'est la volonté implicite et délibérée de ne pas reconnaître la prévalence des contenus politiques et sociaux sur la technique. C'est aussi le refus de situer de façon claire et objective, l'insertion sociale de leur métier dans un processus politique de développement social. Ceci n'est pas le fait du hasard. C'est le reflet de l'idéologie qui sert de base éducative à la formation des élites qui doivent occuper des responsabilités importantes pour servir l'état industriel. Cette idéologie est fondée sur la séparation franche et systématique de l'économique, du politique, du technique et du social,

pour qu'il ne soit pas naturel de les coordonner. La sectorisation à outrance des tâches nécessaires au fonctionnement social conduit chaque technicien à regarder le monde à travers le trou de sa serrure, et ce faisant, il est inévitablement amené à penser que le monde y prend ses contours et que lui seul en détient la clef. C'est ainsi qu'il est commun de croire que le sort de la société dépend du génie de ses élites et non de l'opportunité de ses institutions ; que ce qui distingue les architectes et les urbanistes des ingénieurs et autres techniciens, c'est qu'eux sont conscients de la mission qu'ils ont envers l'homme. De quel homme s'agit-il ? Certainement pas de celui qui se débat dans des conditions sociales impossibles, car, quoique on en dise, faire corps professionnellement avec les besoins des classes sociales défavorisées, entraîne inévitablement une remise en question de ses propres privilèges de classe, ainsi que la remise en jeu des bénéfices honorifiques et matériels qu'on en retire, le reste n'est que thérapeutique intellectuelle.

A la mystique de la transcendance humaine correspond alors la transcendance de l'art, des sciences et des techniques. Dans ces conditions, parler politique est chose stérile ou déplacée, car de toute façon, elle est le domaine privilégié des politiciens, des hommes qui en font le métier. Comme pour l'architecture, l'urbanisme considéré comme une technique ne peut contenir à lui tout seul les conditions nécessaires et suffisantes à un développement social quel qu'il soit ; dans certaines conditions politiques précises, il peut seulement y contribuer.

L'urbaniste aménageur, celui qui participe à l'organisation physique d'un territoire régional, selon les grandes lignes de la politique gouvernementale, est à même d'avoir une vue large et complète sur l'ensemble des faits qui conditionnent l'architecture, l'urbanisme et l'organisation sociale dans son ensemble. Il peut constater que l'aménagement régional, c'est d'abord l'appropriation brutale et arbitraire des potentialités physiques et humaines de la région pour prioritairement répondre aux besoins de rentabilité des concentrations industrielles de taille internationale. L'ossature de cette planification est toujours réduite à la projection des réseaux de communications nécessaires aux transports des matières premières, de la production vers les marchés situés quelque part dans le monde, et, nécessaire aussi à la consommation locale de cette production qui est sans rapport direct avec les besoins particuliers d'équipements des collectivités concernées. L'aménagement régional ne produit de l'urbanisme pas de façon concertée, elle le provoque dans ses incidences ; il est le reflet direct d'une planification économique faite pour abusivement profiter des conditions physiques et sociales existantes, et non pour répondre à des besoins de développement social. C'est pourquoi, l'aménagement régional est toujours accompagné par

une dégradation écologique accélérée : par des transferts brutaux de populations constituant de la main d'œuvre à bon marché ; par la destruction structures sociales des collectivités avoisinantes sur lesquelles il s'appuie.

L'aménageur conscient de la portée d'une telle façon d'agir peut alors appeler à plus de cohérence, dans les limites techniques et institutionnelles qui lui sont permises pour ne pas remettre en cause sa propre existence professionnelle. Mais l'urbanisation actuelle n'est pas constituée d'actions politiques et économiques qui procèdent par tâtonnements maladroits. Il se trouve que les intérêts dominants de la libre entreprise, des profits qu'elle procure aux minorités qui détiennent les moyens de production, ne peut s'accommoder d'être corsetée par la planification physique d'une société ordonnée. Le système économique et politique capitaliste se nourrit du désordre et des inégalités sociales qu'il entretient ; il va même jusqu'à le rationaliser pour mieux le gérer, pour qu'il demeure une source permanente de profits. Il est malheureusement aisé de constater que l'existence de techniques élaborées telles que l'urbanisme, l'architecture et bien d'autres encore ne peuvent bénéficier qu'aux individus appartenant aux classes sociales qui peuvent en faire le commerce. Vouloir que les sciences et les techniques soient à même de participer pleinement au développement social de tous les individus qui forment la société demande qu'elles soient pleinement intégrées à un fonctionnement économique et politique déterminé pour atteindre cet objectif.

PRINCIPES DIRECTEURS DES ETUDES PLANURBA

-La recherche engagée par l'équipe PLANURBA est basée sur l'étude de la REALITE des faits sociaux dans leur ensemble, d'avantage pour en saisir les causes profondes et pour tenter d'y pallier dans leurs fondements, que pour en relater les péripéties de façon complète. Il ne s'agit pas non plus de faire de la futurologie ou de projeter des utopies. Il s'agit d'essayer de résoudre de façon contrôlable les problèmes qui se posent aujourd'hui, en les confrontant avec des contextes qui leur sont favorables et dont ils sont porteurs ; en utilisant de façon efficiente tous les moyens existants, et l'expérience montre que c'est faisable. Il est évident que les solutions que nous sommes en mesure de proposer ne constituent pas la vérité, mais qu'elles résultent plutôt de moments de vérité, correspondant à la mise en concor-

-dance de faits et des structures appropriées, pour que demain d'autres problèmes puissent se poser, des problèmes de nature différente demandant d'autres résolutions et marquant ainsi le propre de toute évolution sociale.

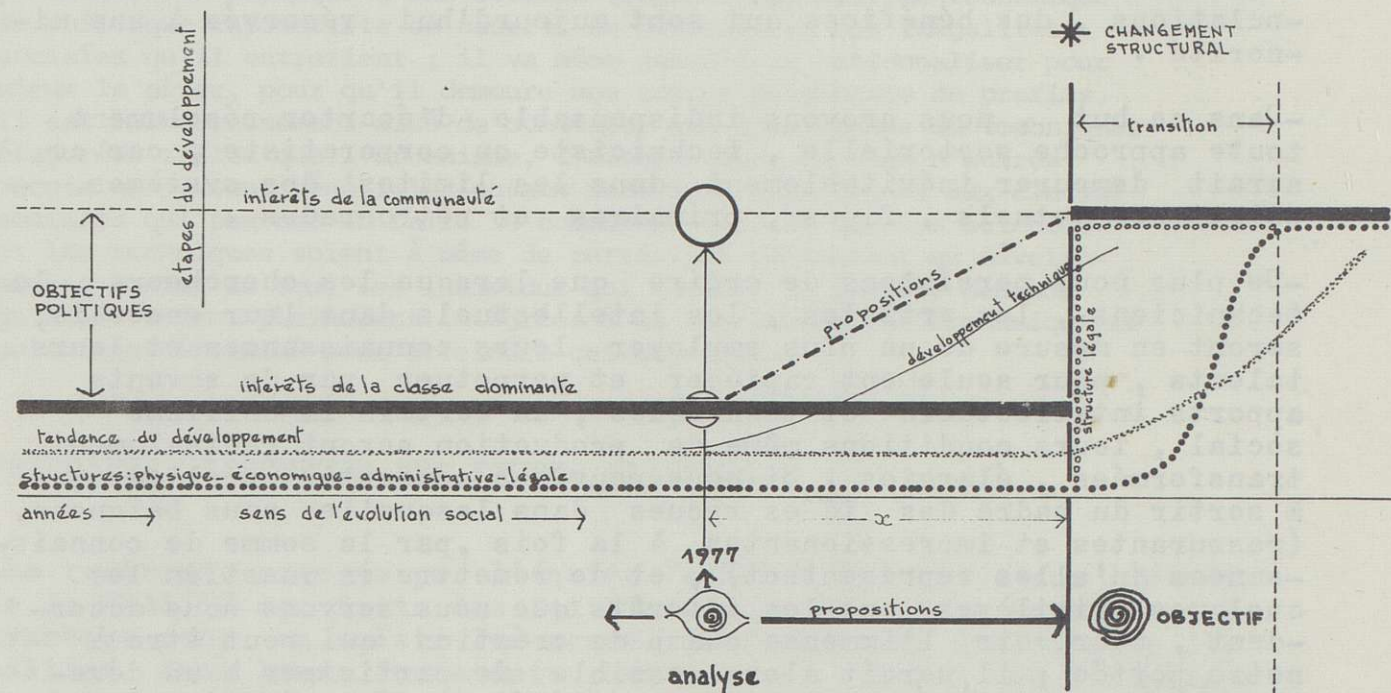
-Nous pensons que cette façon structurale d'approcher les phénomènes sociaux et les organisations physiques qui leurs sont afferantes, est essentielle en ce qui concerne la production du cadre bâti, qui est la sécrétion permanente des divers stades historiques de l'évolution d'une société. A ce titre, une planification physique progressiste sera forcément le reflet direct des structures politiques et sociales qui marqueront l'avènement d'une démocratie véritable, en élargissant à l'ensemble des populations, des bénéfices qui sont aujourd'hui réservés à une minorité.

-Dans ce but, nous croyons indispensable d'écarter résolument toute approche sectorielle, techniciste ou corporatiste, car ce serait demeurer inévitablement dans les limites des systèmes politiques actuels, figés, primaires et rétrogrades.

-De plus nous persistons de croire que lorsque les chercheurs, les techniciens, les artistes, les intellectuels dans leur ensemble, seront en mesure de ne plus employer leurs connaissances et leurs talents, pour seulement rapiécer et perpétuer par de savants apports intellectuels et techniques, un certain immobilisme social, leurs conditions même de production seront radicalement transformées, élargies. Si nous pouvions consentir réellement à sortir du cadre des idées reçues dans lesquelles nous baignons, (rassurantes et impressionnantes à la fois, par la somme de connaissances qu'elles représentent), et de remettre en question les quelques privilèges que les intérêts que nous servons nous accordent, pour voir l'immense champ de création qui peut être à notre portée ; il serait alors possible de participer à un développement social et culturel sans précédent, auprès duquel la renaissance du quattrocento apparaîtrait comme anecdotique, car il faut tout faire ou refaire.

-Ceci peut être l'aventure individuelle et collective la plus exaltante et la plus complète de tous les temps. Evidemment, encore faut-il que d'ici là, nous arrivions à échapper au suicide collectif ou à quelque guerre bien fagotée qui

pourrait donner une ou deux générations de répit aux "princes" qui nous gouvernent .



I - FONCTIONNEMENT ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

Fondamentalement , l'économie d'un système , c'est l'arrangement réciproque et concourant des parties de l'ensemble . En vertu de ce principe de base , l'économie d'une société humaine , c'est l'étroite coordination des activités qui contribuent à son fonctionnement . C'est à dire celles qui se rapportent à la consommation correspondant aux besoins d'un état initial de développement , à l'organisation politique pour les gérer et pour décider de la production à mettre en oeuvre pour les satisfaire . La notion d'économie est alors représentée par la structure qui définit la dynamique de l'ensemble , par ce qui agit à tous les niveaux de l'organisation sociale pour coordonner son fonctionnement; dans ce cas , la notion d'économie est représentée directement et globalement par l'organisation politique . Une société dont l'objectif est de rester en équilibre , entretiendra un fonctionnement de la totalité des activités sociales pour répondre à cette finalité , en reproduisant fidèlement les conditions initiales du développement social pris en compte . Une société , dont le but est le développement social , orientera le fonctionnement des divers champs d'activités pour satisfaire les besoins de l'état social initial considéré , plus ceux mis en évidence par ses carences ; le développement social devient ainsi la finalité du système , c'est à dire la structure dominante qui oriente toutes les parties de l'organisation sociale vers cette même fin ; et l'économie du système est représentée par une politique de développement social . De même , si l'économie d'une société limite son fonctionnement à la satisfaction prioritaire des besoins de la production en fonction d'une consommation potentielle , considérée comme une fin en soi , l'ensemble du fonctionnement social sera soumis à cette exigence , et , la notion d'économie , la politique , représentera d'abord les nécessités de ce type de production ; le développement social ne sera plus concerté mais purement incident ou même fortuit .

C'est ce qui se passe dans nos sociétés occidentales , industriellement développées , à composition sociale hiérarchisée , motivée prioritairement par l'exploitation des classes défavorisées par une minorité dirigeante qui possède les capitaux et les moyens de production ; l'économie c'est d'abord ce qui permet la production de biens et de services de toutes sortes , définis en fonction de

marchés potentiels sectoriels ; la politique c'est ce qui sert à garantir prioritairement les intérêts du fonctionnement économique des industriels selon la libre entreprise de marché, tout en maintenant le statu-quo social, source de profits permanente qui fournit main d'oeuvre et consommateurs.

Le pouvoir politique dans les limites de ses attributions sert de bloc amortisseur pour atténuer les frictions occasionnées par la pression du système économique sur le système social ; il est là pour répondre aux revendications sociales par des mesures sectorielles qui ne sont que des palliatifs, pour les contenir momentanément, tout en faisant en sorte qu'elles soient de nouvelles sources de profits pour la libre entreprise et le laisser faire économique.

Dans cette situation, le seul fait d'établir un bilan objectif, purement comptable, de l'ensemble des contraintes qui contrecarrent les besoins de l'organisation sociale et son évolution, constitue un danger pour l'état industriel capitaliste, car se serait le mettre politiquement en demeure d'y répondre par la mise en concordance de besoins sociaux clairement reconnus et d'une production possible pour les satisfaire.

C'est pourquoi, le gouvernement politique qui garantit des profits aux industriels, ne peut proposer aucun programme d'organisation sociale cohérent, car ce serait de fait réintégrer la production dans une économie à dominante socialisante. Ce qu'il peut faire, c'est parler de l'élévation du niveau de vie (de consommation), du pouvoir d'achat des travailleurs (des consommateurs), la nécessité d'augmenter ou de réduire la consommation intérieure ou extérieure. La seule planification qu'il peut, qu'il doit se permettre, puisque c'est son rôle, c'est celle d'une possible expansion économique selon des marchés non encore exploités, situés quelque part dans le monde ; et pour ce faire ce qui est le plus rentable, c'est soit profiter des conditions géographiques et sociales capables de supporter une industrialisation sauvage, et d'y importer un maximum de main d'oeuvre émigrée, bon marché, soit de "participer" au développement industriel des pays dits alors "en voie de développement", pour jouer directement sur les différences de coûts de production et de vente mondiaux.

C'est d'après ce type de fonctionnement économique, multi-national, que sont prévus les plans d'aménagement du territoire national. Par exemple, la constitution d'aires métropolitaines prévues dans le 5ème plan, dans les années soixante, est l'expression d'une

planification de l'expansion économique, par l'implantation des centres industriels, d'échelle européenne et mondiale, en s'appuyant sur l'existence d'une hiérarchie urbaine composée uniquement de villes importantes ; ceci pour profiter pleinement de la voirie, des réseaux de communications et des équipements sociaux existants ; pour limiter au maximum les investissements consentis à l'implantation des centres industriels projetés, aux infrastructures routières, ferroviaires et fluviales permettant de véhiculer la production vers des marchés d'importance internationale et pour recevoir et favoriser la consommation locale. Et qu'importe que cette planification fasse éclater des structures urbaines, sociales déjà saturées. Dans ces conditions, il n'y a aucune possibilité d'aménagement régional ou d'urbanisme cohérent ; il ne peut y avoir qu'opportunisme et spéculation. L'urbanisme ne peut être alors appliqué qu'à coups de règlements et de schémas généraux, pour tenter d'encadrer ce qui peut être ordonnable, dans le jeu d'intérêts divers et inconciliables, celui des collectivités locales concernées et ceux des spéculateurs qui détient les moyens d'aménager le cadre bâti.

Dans ces conditions, exprimer la nécessité de promouvoir une économie de développement social pourrait apparaître aléatoire ou utopique. Car s'il est facile de constater que les moyens technologiques et techniques pouvant y satisfaire existent, il n'est pas évident de croire que la puissance politique de l'économie capitaliste, représentant des intérêts énormes, incommensurables, pourrait accepter l'idée même d'un changement aussi radical. Pourtant au delà de toute approche idéologique, il est certain que le système capitaliste n'est qu'un stade intermédiaire de l'évolution des sociétés et qu'il est lui même porteur de changements politiques et sociaux radicaux.

Dans le jeu de l'économie capitaliste mondiale, le cours des marchés est dominé par les entreprises multinationales les plus importantes, celles qui en contrôlent un maximum ; celles qui sont à même de jouer sur les différences sociales qui existent à l'intérieur des systèmes politiques qui les représentent et à l'extérieur, sur les entités politiques qui sont sous leur dépendance ; et, plus elles contrôlent des territoires étendus et des lieux différents du globe terrestre, plus il est possible

pour elles de tirer profit des différences de coûts , de production et de vente .

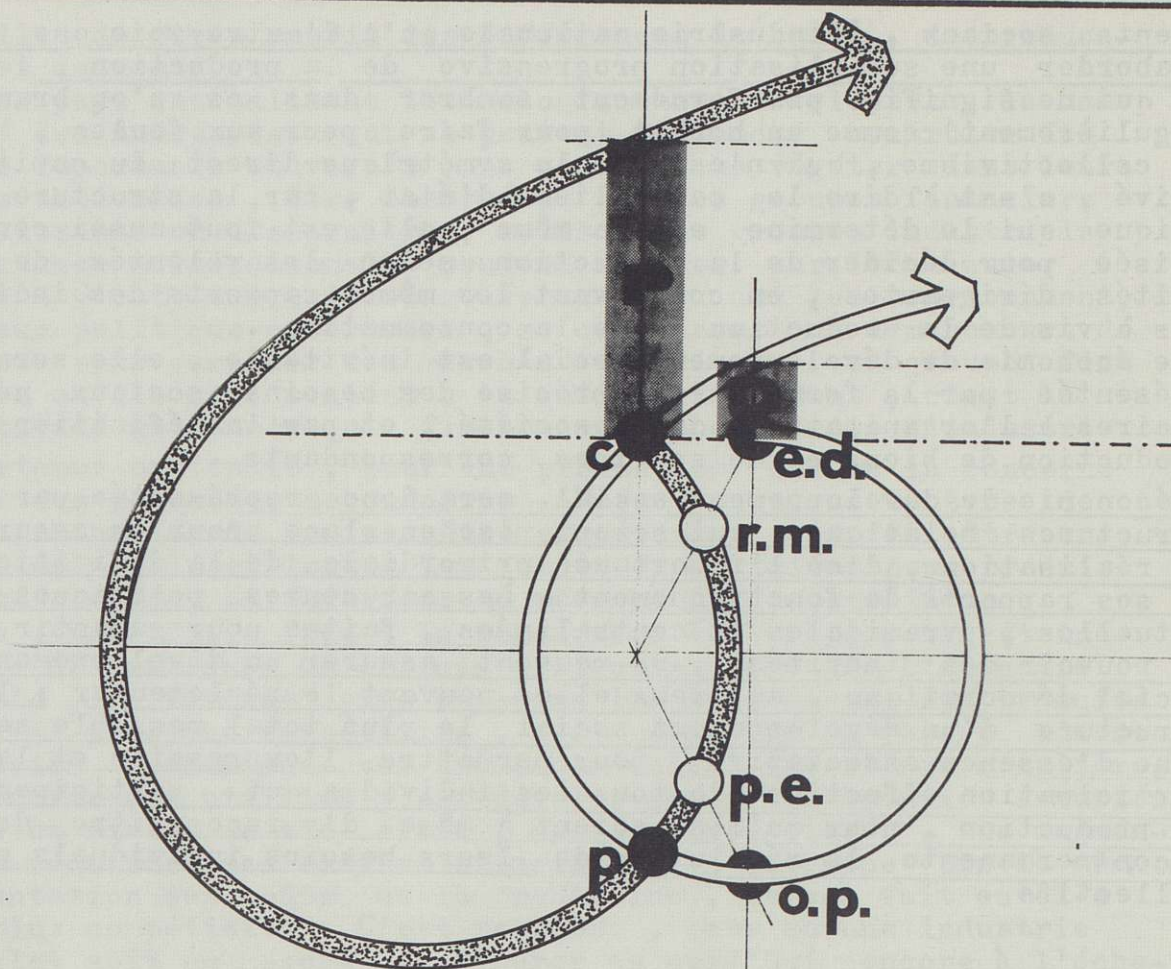
Dans les pays capitalistes technologiquement développés , la majorité des entreprises qui ne peuvent prétendre contrôler des marchés importants et variés , ne peuvent que végéter dans leurs limites nationales , être absorbées par des groupes financiers plus puissants ou disparaître ; seuls , les groupes industriels d'importance multinationale peuvent figurer sur l'échiquier mondial . C'est pourquoi les gouvernements qui les représentent , dans leur politique extérieure , se conduisent en démarcheurs de commerce pour garantir des marchés extérieurs aux groupes financiers qu'ils représentent , et qu'intérieurement , c'est la collectivité nationale qui finance en grande partie l'industrie d'importance nationale , pour une production qui ne la concerne que par ses retombées secondaires . Mais , pour que ce type de production nationale puisse être compétitive , il faut être en mesure de mobiliser toutes les forces productrices pour produire au moindre coût , et favoriser au maximum les importations .

De même , pour faire face à la concurrence étrangère , il est inévitable de pratiquer un certain protectionnisme de l'économie nationale , en fermant plus ou moins les frontières aux produits étrangers plus que compétitifs , ceci pour être en mesure d'asseoir l'expansion économique sur une consommation intérieure régulière , mais réduite aux utilités ; car développer la consommation intérieure suppose un niveau de vie élevé , des salaires élevés , une augmentation régulière des charges salariales et provoque par là même l'augmentation des coûts de la production , ce qui fait qu'elle n'est plus compétitive . C'est pourquoi , pour qu'une industrie nationale soit en mesure de figurer aujourd'hui encore à l'échelon mondial , il faut que la consommation intérieure soit réduite à la croissance zéro , qu'il y ait un blocage des salaires , qu'il y ait importation de main d'oeuvre immigrée et que les états industriellement développés s'emploient à participer au "développement industriel " de pays pauvres pour faire produire à l'extérieur ce qui revient cher à l'intérieur du pays . Et c'est la collectivité nationale dans son ensemble qui , dans son économie d'entretien , supporte le chômage et l'inflation ainsi produits . Dans un pays industriellement et technologiquement développé , le système capitaliste ne peut aller aujourd'hui au delà de ces limites , et socialement , la situation est bloquée , explosive . La seule façon de relancer l'économie c'est de relancer la consommation intérieure ; le seul créneau existant demeure dans le déficit énorme occasionné jusqu'alors dans la production d'équipe-

-ments sociaux . L'industrie nationale n'a d'autre voie que d'aborder une socialisation progressive de la production , ce qui ne signifie pas forcément sombrer dans ce qu'on brandit régulièrement comme un hochet pour faire peur aux foules , le collectivisme , qui n'est que le symétrique direct du capitalisme privé , c'est à dire le capitalisme d'état , car la structure politique qui le détermine est la même ; elle est tout aussi centralisée pour décider de la production selon les volontés de minorités dirigeantes , en conservant les mêmes rapports des individus vis à vis de la production et de la consommation . Une économie de développement social est inévitable , elle sera représentée par la formulation précise des besoins sociaux nécessaires à l'organisation de la société , et par la définition d'une Production de biens et de services correspondante .

L'économie de développement social sera donc représentée par des structures politiques qui seront mise en place pour en assurer la réalisation , d'où l'importance primordiale de la définition de ses rapports de fonctionnement . Les structures politiques actuelles , pyramidales et centralisées , faites pour garantir le pouvoir des minorités , ne peuvent assurer un développement social démocratique , au mieux elles peuvent le réclamer ; la structure d'un développement social le plus total possible sera donc d'essence associative , pour permettre l'expression et la participation effective de tous les individus qui participent à la production , pour qu'ils soient à même d'y reconnaître de façon permanente la résolution de leurs besoins individuels et collectifs .

Dans une société industriellement développée , vouloir établir une planification physique cohérente , homogène ; c'est à dire un aménagement régional , un urbanisme et une architecture qui soient de réels facteurs de développement social ; par une économie pleinement intégrée dans l'organisation sociale pour réunir les conditions d'une politique de développement social.



- e.d. - état de développement social initial.
 o.p. - organisation politique - réponses structurées aux besoins sociaux.
 p.e. - politique économique
 r.m. - recherche sectorielle de marchés.
 p. - production.
 c. - consommation
 D. - le développement social.
 P. - le profit.

PROCESSUS DE FONCTIONNEMENT D'ECONOMIES DE LIBRE ENTREPRISE

L'économie d'un tel système sera caractérisé par:

1. La reconnaissance objective et complète de l'ensemble des besoins mesurables collectifs et individuels nécessaires à un fonctionnement social harmonieux.
2. La mise en place d'une structure politique et sociale correspondant à la participation effective de tous les individus, pour qu'ils soient à même de reconnaître la résolution de leurs problèmes dans la production de biens et de services engagée pour y répondre.
3. Le développement scientifique et technique qui permettra de définir, de mettre en oeuvre et de répartir la production dans les meilleurs rapports d'efficacité et dans le respect du patrimoine écologique qu'il faudra préserver et transmettre aux générations futures.

STRUCTURES POLITIQUES ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

La notion d'état centralisé est contraire au fonctionnement démocratique d'une société. Sa provenance historique montre qu'il a été conçu pour assurer le pouvoir autoritaire d'une minorité de privilégiés sur un ensemble de populations et de territoires; quela décentralisation n'a jamais été un signe d'ouverture de l'état centralisé, mais le renforcement de son autorité par la démultiplication de son emprise. Le pouvoir de la bourgeoisie de l'ère industrielle a investi les structures de l'état monarchique en substituant aux nécessités d'hégémonie des monarques, celles de l'impérialisme économique des tenants de l'industrie moderne.

L'état moderne tend à normaliser le comportement des individus à tous les niveaux de l'organisation sociale pour mieux le rentabiliser; ainsi les individus qu'il contrôle sont passés du stade de sujet à celui d'administré. La démagogie des classes sociales dirigeantes est allée

jusqu'à justifier la légalité démocratique de leur règne en instituant la démocratie électorale, exercée de temps à autre par une masse sous informée d'individus, les "citoyens" qui ne sont en fait que les otages d'une supercherie. Les élus politiques assument ainsi par procuration la démocratie, au nom du peuple, comme par exemple l'équipe nationale de football assume la FRANCE lors de confrontations des élites sportives internationales.

La structure de l'état centralisé est faite pour dominer et non pour servir. Dans un processus de prise de pouvoir politique par la force, sa faiblesse réside en ce qu'il suffit de s'emparer des centres décisionnels de plus haut niveau pour contrôler le système politique dans sa totalité. Mais sa résistance réside en ce que le fait de l'investir soumet toute volonté politique à un fonctionnement hiérarchique et anti-démocratique. La faillite de la plupart des régimes révolutionnaires, d'intention socialiste, tient dans cette ambiguïté ; la structure d'un système est plus forte que les impulsions qu'on peut lui imprimer. Une structure est un moyen qui oriente tous les éléments qu'elle gère vers une même finalité et désire change de fin, demande de changer le moyen. A ce titre, l'histoire de ces cinquante dernières années est riche en enseignements. Elle montre de façon édificante l'incompatibilité fondamentale qu'il existe entre le choix de doctrines politiques progressistes et leur mise en application par des structures figées, primaires, de provenance historique ; celles-ci ne peuvent que secréter la bureaucratie, car pour gouverner, leur fonctionnement nécessite aussi une administration bâtie sur le même modèle.

Toutes les décisions doivent être prises du sommet de la hiérarchie administrative, pour être ensuite répercutées vers la base.

Leurs applications doivent suivre une cascade de relais à responsabilités limitées, dégressives et démultipliées.

Leur découpage successif et les difficultés internes de coordination font que l'administration a autant de mal à gérer son propre fonctionnement, qu'à gérer les décisions qu'elle doit appliquer. Dans ces conditions, l'expérience montre que, face à la complexité sans cesse grandissante des tâches auxquelles elle doit faire face, toute tentati-

ve d'action concertée est vouée soit à des applications autoritaires de type militaire, soit au laxisme et à l'immobilisme.

Ceci contribue presque toujours à faire peser sur les administrés, le poids des carences initialement subies, et l'action administrative engagée pour leur résolution. (oui, mais peut être qu'avec l'emploi de l'informatique et de l'ordinateur...)

Ce que certains régimes socialistes peuvent avoir de totalitaire ne relève pas des doctrines politiques auxquelles ils se réfèrent, car généralement elles sont généreuses et réellement porteuses d'espoir en ce qui concerne un véritable développement social ; ce qui est totalitaire, c'est le fonctionnement étatique qu'ils ont été forcés d'adopter dans un premier temps et de conserver par la suite pour exister sous peine de disparaître, face aux forces réactionnaires internes au pays et aux pressions internationales.

Mais quelle gageure impossible que de vouloir créer un système socialiste, communiste en Russie soviétique et de l'appliquer par des structures autoritaires et figées, celles des tsars de la Russie impériale ; ce qui pour fonctionner recrée les mêmes conditions de pouvoir et la même hiérarchie à tous les niveaux.

Une démocratie ne peut être populaire que si le peuple l'exerce de façon permanente dans sa vie quotidienne, pour que tous les citoyens puissent participer de façon responsable à leur développement social. Il va de la démocratie populaire comme de la dictature du prolétariat ; elle ne peut être exercée que par une élite qui se substitue aux masses et en ce sens, elle est forcément anti démocratique.

Un développement social démocratique ne peut être appliqué de façon autoritaire selon les vues d'une minorité dirigeante, ou être un acte de bienveillance consenti par une classe politique et sociale paternaliste.

Dans les sociétés occidentales, ce sont les impératifs économiques qui sont totalitaires. La liberté apparente vient de la dissociation de l'économique et du politique

qui est à sa remorque ; mais tous deux pèsent sur le social. L'apparence de liberté vient du désordre social et des inégalités politiquement entretenues pour que la libre entreprise puisse y trouver ses profits ; mais pour les classes moyennes et surtout la classe ouvrière, il faut consommer, consommer encore et toujours n'importe quoi pour tenter de satisfaire des besoins élémentaires, tellement submergé par une consommation envahissante qu'il devient impossible même de les reconnaître. Mais le totalitarisme économique n'est brutalement apparent que dans certains pays sous-développé d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine. Là, le super building des sociétés multinationales avoisine directement avec les bidonvilles bâtis sur des tas d'ordures, séparés seulement par des fils de fer barbelés. Et le pouvoir politique, centralisé et militaire de ces pays tenu par une poignée de possédants, les chiens de garde du grand capital, sont là pour réprimer de façon sanglante toute velléité de révolte ou même de contestation.

Le développement social de tous les individus d'une société ne peut résulter que d'une société entièrement démocratisée celle-ci n'existera que dans la mesure où les fondements de son organisation seront d'essence associative, de la base vers le sommet et non directive du sommet vers la base. Dans cette perspective, la politique ne pourra plus être le domaine privilégié des politiciens ; elle sera le lien permanent de la dynamique sociale.

Si certains de ses organes administratifs seront regroupés en unités d'un certain degré de complexité à des moments donnés de l'organisation sociale, ils ne devront exprimer que la nécessité de contenir les moyens gestionnels et techniques afin de coordonner des actions politiques émanant de la base, pour les rendre opérationnels. Bien entendu, seulement changer l'organisation de services actuellement dédiés à l'administration et aux décisions du pouvoir politique centralisé, ne suffirait pas à transformer immédiatement les attitudes, et le niveau de conscience "apolitique" des "citoyens" actuels ; encore faudrait-il que les équipements mis en place pour entretenir le conditionnement des individus soient remplacés par ceux donnant lieu à une information véritable, soutenue par une éducation et une formation qui soient en prise

directe avec les réalités des faits qui devront rythmer le fonctionnement social. Une telle structure politique ne pourra être ramenée à des fonctions strictement administratives, elle sera ce qui coordonne l'ensemble des organisations permettant son fonctionnement ; la définition et la mise en relation du contenu des équipements nouveaux qui la matérialiseront ; son fonctionnement sera un acte déterminant.

Une structure politique de développement social, démocratique, sera donc représentée dans sa totalité par une répartition diversifiée de l'ensemble des équipements publics et sociaux qui caractériseront l'expression des besoins des citoyens, depuis les lieux de résidence, jusqu'aux lieux de plus haut degré de formation et de production.

Dans ces conditions, l'aménagement d'un territoire national ou régional, l'urbanisme, ne pourront plus se traduire par la concentration de construction et de pouvoir en certains lieux et la pénurie dans les autres. Ces techniques seront comprises dans une planification physique homogène sur la totalité d'un territoire, pour toutes les collectivités concernées, qu'elles soient urbaines ou rurales.

La planification physique, expression synthétique des planifications économiques, politiques et sociales intégrées, sera un outil privilégié pour matérialiser dans un territoire, un habitat de développement social le plus total possible, pour tous les individus et les collectivités qui participent véritablement à le produire.

LA REGION COMME UNITE DE BASE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

L'analyse des développements économiques et sociaux des différentes régions, comprises dans la communauté nationale française, permet de mettre en évidence le déséquilibre qui existe entre elles et à l'intérieur de chacune d'elles. Celles qui sont stratégiquement bien situées pour répondre aux objectifs de développement industriel de l'état, sont intensivement exploitées et celles jugées conjoncturellement non rentables sont vouées au sous-développement, car aucun effort d'équipement n'est consenti de la part de l'état.

A L'origine, la formation des régions situées actuellement sur le territoire national, remonte à l'installation de peuplades d'origines diverses, dans des unités géographiques et écologiques favorables à leur subsistance. Compte tenu des activités économiques qu'elles avaient pu mettre en place, elles avaient des liens d'assistance et d'inter-dépendance avec d'autres peuplades voisines de même importance. Par les échanges commerciaux et les liens politiques et culturels qu'elles avaient établi et, par les dimensions particulières des unités géographiques qu'elles occupaient, ces différentes collectivités formaient alors des entités économiques, sociales et culturelles, qui avaient la faculté de dégager une volonté politique commune. C'est cet ensemble de caractères communs, ethnique, économique, politique et culturel qui ont donné une identité à chaque région. Chaque communauté régionale ainsi formée a été au cours de l'histoire, soit regroupée avec d'autres pour former une même unité administrative, soit découpée pour en former plusieurs, selon les volontés des puissances militaires qui les avaient conquises et annexées. Les régions ont donc été des colonies dépendant des divers états centralisés ou décentralisés qui se sont succédés tout au long de l'histoire, pour devenir des provinces françaises.

Néanmoins, de la fin du moyen âge jusqu'à ce qu'on appelle la révolution française, les régions économiquement fortes ne cessèrent d'affirmer leur personnalité face à une royauté plus ou moins bien établie, minée par les luttes de palais et diminuée dans ses ambitions par des voies de communications peu sûres et difficilement praticables. La puissance commerciale de certaines régions particulièrement prospères, leur permit d'établir de solides liens avec des puissances étrangères, et, la volonté d'indépendance qu'elles opposaient périodiquement à celle d'hégémonie de la royauté se terminait régulièrement par des affrontements militaires et par une "pacification" sanglante. Mais par leurs aptitudes à former une communauté politique et économique, les régions commercialement bien situées, furent toujours à même de recréer leur identité, et elles ne cessèrent ainsi d'affirmer leurs personnalités, leurs différences culturelles jusqu'au 19^{ème} siècle.

L'avènement de l'ère industrielle, l'invention et la mise en place de moyens transports et de communications rapides et sûrs permirent d'étendre l'autorité de l'état industriel sur la totalité du territoire national. Le découpage administratif en départements fut ainsi rendu possible, augmentant le

contrôle des provinces par l'implantation systématique de centres politiques et administratifs secondaires tels que les préfectures. Des moyens d'éducation de masse furent mis en place pour répondre à la nécessité de former, de façon uniforme, des citoyens ne devant se reconnaître que dans les destinées de l'état et selon les besoins hiérarchisés de la production. En un siècle, l'état industriel bourgeois a réussi à normaliser ce que des siècles de royauté n'avaient pu que contenir.

Aujourd'hui par le jeu d'une économie de marché et de profit d'échelle nationale et internationale, les ressources économiques régionales échappent totalement aux populations qui contribuent à les exploiter. Si une région est capable de répondre au jeu de la libre entreprise de marché, les capitaux qu'elle représente sont confondus avec d'autres pour former des groupes d'intérêts et de pression importants, nécessaires pour contrôler des marchés de taille nationale ou internationale. Dans le cas contraire, elle est réduite à se maintenir dans un fonctionnement économique local et **secondaire**. Dans tous les cas les structures sociales et communautaires sont gravement touchés, les couches sociales populaires et paysannes n'ont d'autre alternative que de se prolétarianiser ; d'aller chercher du travail là où sont implantées les industries, selon les besoins de rentabilité des capitaux qui les contrôlent. Ainsi s'est créé ce que nos éminents économistes appellent aujourd'hui encore une nécessaire mobilité de la main d'oeuvre.

Depuis la dernière guerre mondiale, le jeu de l'économie libérale a éclaté hors des limites nationales, pour jouer sur les différences de couts à l'échelle mondiale.

L'exploitation systématique et totalitaire des richesses énergétiques et humaines des pays sous développés a contribué à augmenter encore la misère qui y régnait et à intensifier la pression économique qu'elle fait peser sur les populations laborieuses des régions des pays dits développés, pour que leur production demeure compétitive. Dans cette situation, les petites et moyennes entreprises tournées vers la région, ne peuvent que végéter, être absorbées ou disparaître.

Le coût de la vie, fixé par l'obligation de ne pas casser les marchés, ainsi que la nécessité pour les spéculateurs de garantir leurs marges bénéficiaires, augmente sans cesse, c'est l'inflation. Les conditions de vie des classes sociales défavorisées continuent de se dégrader et les impôts nécessaires au soutien des industries nationales qui sont représentés par le pouvoir politique central ne cessent eux aussi d'augmenter. C'est soit le chômage, soit un salaire permettant tout juste de consommer, et, toujours un cadre de vie réduit à sa plus simple expression par la rentabilité et le profit.

Cette dégradation économique et sociale contribue chaque jour davantage à poser des revendications sur tout ce qui touche à la vie quotidienne des travailleurs et des classes moyennes. Ceci tend à recréer lentement la conscience politique des autochtones. Contraints de résister aux pressions de l'état industriel, de plus en plus de gens tentent de se retrouver dans ce qu'il leur reste de leur identité régionale. Le folklore, gardien des traditions du terroir, longtemps manifestation culturelle passéiste, est en train de devenir le ferment d'un retour à l'identité régionale, à l'appartenance d'individus à une même communauté d'intérêts économiques, politiques et culturels.

Mais si l'économie mondiale capitaliste profite sans ménagements des ressources régionales, inversement, elle permet de mettre en évidence leurs capacités physiques, technologiques et techniques, à répondre à des marchés d'importance internationale. La région est une unité de production de base et c'est indéniable ; en tant que telle, elle montre qu'elle contient les moyens de satisfaire à ses propres besoins de développement social par ses propres forces productives. Pour cela, il faut orienter la production industrielle, non plus seulement pour augmenter la masse monétaire pour les bénéficiaires de quelques uns, mais pour l'employer à satisfaire des besoins sociaux reconnus et déclarés ; et les moyens financiers existent, puisque aujourd'hui, ce sont les contribuables qui financent en majeure partie l'expansion économique pour simplement consommer n'importe quoi.

Le développement social sera le fait de la mise en complémentarité des potentialités régionales et leur mise en valeur systématique sous le contrôle de ses habitants. Il en est de même pour les pays sous développés, car pour eux, c'est la

seule voie de développement possible ; et dans un premier temps, les régions industriellement développées, par l'interdépendance énergétique et écologique inévitable aujourd'hui à l'échelle mondiale, devront dans leurs échanges aider les populations des pays pauvres, pour qu'elles puissent se donner elles mêmes les moyens de formations technologiques et techniques, les mettant en position de maîtriser leurs propres richesses pour leur propre développement.

Alors le regroupement de plusieurs régions en communautés politiques d'équivalence "nationale" sera davantage marquée par la nécessité d'établir des liens d'interdépendance économique et social des unités humaines concernées que par la nécessité historique de se reconnaître dans l'idée de la grandeur mystique de l'état centralisé, qui ne profite qu'aux minorités qui s'en réclament.

Les régions, communautés d'intérêts économiques, politiques, culturelles et sociales sont en train de renaître, et en tant que telles, dans la perspective d'un développement social démocratique, elles ne pourront plus se poser comme les simples relais administratifs d'un pouvoir politique centralisé. Leurs réserves humaines et économiques seront la base du développement social de tous les individus qui y participent, et, qui devront synthétiser en elle toutes les coordonnées sociales, politiques et économiques, selon leurs spécificités au sein d'une communauté élargie, fédérative.

Par ses dimensions géographiques, ses ressources physiques et humaines, et sa faculté de dégager une volonté collective, la région est la dimension politique la plus proche de ses habitants.

Pour être réellement démocratique, sa structure politique interne ne pourra être qu'associative; ceci nécessitera la réappropriation de la totalité des services et des outils de production par la population, ce qui conduira à définir de nouvelles structures physiques, c'est-à-dire de nouveaux concepts d'aménagement régional, d'urbanisme et d'architecture. Ainsi reconnue, la région se présente comme unité de planification physique de base d'un développement social réellement démocratique.

NECESSITE D'UNE PLANIFICATION PHYSIQUE REGIONALE COMMUNALE ET URBAINE

Les axes principaux de la planification physique contemporaine sont représentés par l'aménagement du territoire national, selon les exigences des planifications économiques, c'est-à-dire l'implantation des zones industrielles d'importance internationale, et de leur incidence sur les concentrations urbaines avoisinantes, inévitablement concernées, puisque c'est sur leur existence que s'appuie toute planification industrielle.

Localement, la planification physique correspond à un urbanisme qui se réfère principalement à ce qui touche à l'organisation interne des villes existantes, telles qu'on peut les appréhender, et à leurs prolongements externes. L'architecture matérialise de façon ponctuelle l'organisation de bâtiments ou de groupes de bâtiments formant chacun des unités ou des ensembles concurrentiels. Dans le contexte économique et politique, ces divers degrés de la planification physique, constituent un ensemble de mesures techniques sectorielles, souvent conflictuelles et indissociables, pour garantir les intérêts et les profits qu'elles doivent permettre. Et aux concentrations urbaines importantes, contenant l'essentiel de ce qui existe en services sociaux divers, correspond un sous équipement des communes de faible importance qui sont dans leurs zones d'influence ; celles ci sont destinées à être absorbées pour devenir des quartiers extérieurs, ou des banlieues pavillonnaires. Pourtant, tout au long de l'histoire, la ville et l'urbanisme ont été des facteurs favorables à l'évolution sociale, indispensable même. Et lorsque l'on envisage aujourd'hui la possibilité d'un développement social, c'est par la création d'un urbanisme nouveau qu'on l'imagine.

Pour être en mesure d'avoir une notion claire de l'urbain, de l'organisation de la ville telle qu'elle nous apparait encore dans toutes ses implications, et, de savoir en quoi exactement elle est liée au développement de notre société, il est nécessaire d'en saisir les fondements, et ceux ci remontent à la naissance des villes franches du moyen age et plus loin encore, à l'avènement de la "Polis" des grecs de l'antiquité.

La "Polis" était alors une idée politique de l'état, appliquée à la cité. Elle matérialisait dans un site privilégié l'organisation politique et le développement des individus qui détenaient la réalité du pouvoir économique, c'est-à-dire les citoyens (12 % env. de la population) les individus qui étaient appelés à gérer les affaires de l'état. Elle consacrait la victoire du commerce des "hommes libres" (par opposition aux esclaves) sur le pouvoir économique ancestral des oligarchies terriennes, basé sur une maigre agriculture et un artisanat peu développé. L'organisation interne de la "polis" reflétait alors une progression organique et intégrée des équipements économiques, politiques et sociaux dominants, depuis les lieux d'arrivée des matières premières jusqu'aux lieux de consommation et d'expression culturelle. L'agora était le lieu le plus représentatif de la Polis. Là se faisaient les échanges, la gestion démocratique des affaires de l'état par les citoyens, leur formation culturelle et leur entretien physique. A ce titre elle fut en son temps un fait marquant dans l'évolution des sociétés (alors qu'auparavant, l'organisation archaïque de la cité ne bénéficiait qu'aux chefs de famille aristocratiques qui seuls présidaient aux destinées de l'état ; celle ci ne contenait que le palais du roi, l'enceinte des dieux sur l'acropole, l'assemblée des nobles, et un groupement confus et indistinct de logements bâtis à même les désordres du sol.)

Mais si intérieurement la polis fut une certaine notion élargie de l'état centralisé à l'usage des citoyens, extérieurement, elle affirmait l'impérialisme d'une minorité commerçante sur les campagnes et les cités environnantes, réduisant leur économie agraire et artisanale à des fonctions purement domestiques.

L'agora, dans ses composants physiques était le lieu de convergence des idées qui concrétisaient le fonctionnement de l'état à l'usage d'une classe sociale, et, d'une technique doublée d'un art, l'architecture qui s'était développée séparément au cours de siècles antérieurs.

L'architecture et potentiellement l'urbanisme, dans ce qu'ils ont d'esthétique, ainsi que les techniques d'aménagement et de voirie, existaient bien avant l'avènement de la Polis ;

elle fut le vecteur politique qui les synthétisa en une forme originale et unique, l'urbanisme de la Grèce antique. Ce qui a donc fait les caractéristiques de cet urbanisme, c'est d'une part l'existence de techniques élaborées, et d'autre part, la volonté politique qui a présidé à leur mise en oeuvre car il apparaît comme évident que les techniques prises séparément ne sont que matières à enseignements techniques et artistiques, sans qu'elles puissent, par leurs qualités intrinsèques, induire des formes de vie sociale originales ; elles ne peuvent au mieux que les servir. Et ceci est à tel point visible dans ce qui fut le développement grec du 5^{ème} siècle, que lorsque la civilisation fut à son déclin, l'emploi de la composition urbaine, la part esthétique et technique de l'urbanisme a été ramenée à des fonctions d'ordonnance ornementale ; pour seulement reproduire les signes et les modèles d'une vie collective et politique qui n'existait plus.

Par exemple, un siècle ou deux plus tard, l'agora de Pergame s'offrait à la vue des visiteurs dans un agencement savant de bâtiments de très belle architecture. Pourtant Pergame n'était plus une Polis et le pouvoir n'appartenait plus aux citoyens. L'agora avait été conçue alors par les architectes comme un magnifique piédestal pour souligner avec magnificence du palais du roi ; dans ces conditions, elle n'était plus qu'un pastiche de ce qu'elle fut en des temps différents.

La confusion qui règne aujourd'hui encore entre architecture, urbanisme et identité sociale d'un lieu, prend ses racines dans ce que l'histoire et le temps ont le mieux conservé de la civilisation grecque ; et par exemple l'acropole d'Athènes fut et est encore une source particulièrement frappante de ces malentendus. Elle fut reconstruite (et non construite) au V^{ème} siècle, siècle particulièrement brillant pendant lequel Athènes était "la perle du monde antique".

Il s'agissait alors, pour les citoyens, de signifier dans un acte symbolique, l'éclat de la civilisation que leurs institutions avaient permis, tout en marquant la pérennité de la culture dans laquelle elle prenait ses racines.

Il fut ainsi décidé de renouer philosophiquement avec les temps archaïques au cours desquels le sort de la cité dépendait de ce qui lui servait de forteresse, qui contenait le palais des rois et l'enceinte des dieux, alors signalée par une grossière palissade en bois.

L'acropole fut reconstruite et les divers lieux de culte furent édifiés avec tout le faste, la durabilité, la technique et l'art dont pouvaient être capables les élites grecques, pour devenir un lieu de processions, par lesquelles les citoyens communiaient avec leurs origines. A cette occasion, ils composaient de la musique, des chants, des pièces de théâtre et les interprétaient eux-mêmes.

Ce que nous pouvons voir, aujourd'hui encore de l'acropole d'Athènes, n'est pas ce qui fut à la base du développement grec, mais une de ses conséquences des plus significatives, et, en tant que telle, sa puissance évocatrice ne pouvait qu'influencer fortement des générations de voyageurs esthètes. Aujourd'hui encore, pour beaucoup d'architectes, l'architecture c'est avant tout le jeu puissant et magnifique des volumes sous la lumière, et l'urbanisme ce qui revient d'abord à la perfection des rapports et des proportions appliqués à la composition urbaine. Et les exemples de villes contemporaines créés d'une seule pièce selon ces principes ne manquent pas pour y faire référence. Au moyen âge après que les routes de l'Europe aient été réouvertes au commerce, les villes franches prirent un essor analogue à celui de la Polis, pour concrétiser le pouvoir économique et le développement de la couche sociale qui détenait le pouvoir économique et les moyens de production, c'est-à-dire les commerçants, les artisans et ceux qui vivaient sous leur dépendance directe.

Dès que la ville franche arriva à maturité, qu'elle eut permis le développement escompté par ses promoteurs, ils furent alors à même de concrétiser les valeurs philosophiques supérieures dans lesquelles ils se réalisaient collectivement, c'est-à-dire la religion catholique. C'est ainsi, que les cathédrales romanes et gothiques furent édifiées ; pour les mêmes raisons qui poussèrent les athéniens du V^{ème} siècle à réaménager avec magnifi-

cence l'acropole, enceinte sacrée dans laquelle se tenaient des dieux à leur image. Là aussi, la ville fut une sécrétion sociale. Elle commençait par les lieux d'échanges et de transformation des matières premières et de défense du pouvoir bourgeois ; elle commençait par les lieux contenant les institutions que s'étaient donnés les bourgeois pour gérer et transformer à leur bénéfice les matières premières en biens de consommation. Toutes les villes qui se sont développées au cours des siècles furent bâties sur ce modèle.

Unité politique, unité économique et unité de développement social pour ses promoteurs, la ville affirmait son impérialisme commerçant sur les campagnes et les bourgs avoisinants.

Les puissances guerrières qui les ont investies se sont toujours contentées d'en établir le contrôle, en implantant, dans les lieux qui exprimaient son pouvoir économique et politique, les bâtiments qu'il fallait pour en maîtriser le fonctionnement. Les villes franches, expression des structures centralisées locales, sont devenues à leur tour des relais intermédiaires des structures centralisées d'états supérieurs ; relais par lesquels ils pouvaient contrôler et contrôler l'économie de tout un territoire. De siècles en siècles, la structure des villes n'a pas évolué par ce qu'elle devait répondre aux mêmes exigences de développement social, celui de minorités. Elles ont reçu des rajouts successifs des pouvoirs économiques et politiques locaux et nationaux qui se sont succédés, ainsi que les accroissements radio-concentriques correspondant à la croissance démographique, à leur surpeuplement, pour aboutir à ce que nous connaissons un conglomérat inextricable de monuments et d'équipements compensatoires, de lieux de séjour privilégiés et de logements vétustes, de voies véhiculaires, de grands ensembles et de banlieues. La ville fut en son temps une des créations la plus importante de l'histoire de notre société. Elle fut ce qui permit la victoire du capitalisme sur les sociétés féodales. Mais en tant que telle, selon sa structure particulière, elle ne peut aujourd'hui prétendre convenir à des motivations de développement social véritablement

démocratique, étendu à tous les individus qui participent à l'économie régionale, c'est-à-dire tous ses habitants. Aujourd'hui, comparativement aux conditions économiques et sociales qui ont créé la Polis, la ville franche, la ville organisation bâtie à l'usage de ses bénéficiaires, c'est l'aménagement régional puisque c'est à cette échelle que sont représentés les facteurs de développement possible.

L'urbanisme selon la ville telle qu'elle existe encore est un fait restrictif, mineur. Il ne peut répondre qu'aux besoins de pouvoirs politiques et économiques concentrés. A l'avenir, l'urbanisme selon la ville ne pourra plus être qu'un moment particulier de l'aménagement homogène et continu du territoire régional qui constitue l'unité de production de base à partir de laquelle devront se développer tous les individus y participant, quels que soient les modes de production et quelle que soit l'importance des communes dans lesquelles ils résident. Ce qui est concentré de façon restrictive dans les villes doit être multiplié et réparti de façon homogène et appropriée sur la totalité de la région. Ceci constitue les principes fondamentaux qui établissent les bases d'une planification physique régionale communale et urbaine. Toutefois, comme dans les communes rurales l'habitat est plus éclaté pour correspondre aux réalités de la production agricole, la prise de décision la plus déterminante du développement régional, sera la mise en place de réseaux de transports collectifs hiérarchisés et de communications qui mettront en relation rapide et permanente les différents moments de l'organisation politique et sociale.

La production de villes et seulement de villes appartient au passé. Les différents aspects que peuvent prendre les projets faits actuellement par les architectes et les urbanistes, et, quelles que soient leur qualité organisationnelle ou formelle, ne peuvent que gérer les poubelles de l'histoire.

Et qu'importe alors que la ville soit organique, linéaire, monumentale, ouverte, mobile, solaire...

NIVEAUX DE SOCIALISATION ET PROFILS DES EQUIPEMENTS.

Les "monuments" les plus représentatifs de l'organisation politique et sociale, de provenance historique (la préfecture, l'hôtel de ville, le palais de justice) et leurs rajouts compensatoires pour faire face aux conditions de l'ère industrielle (maisons de la culture, maisons de jeunes, de vieux, centres commerciaux...) ont été déterminés pour matérialiser le pouvoir des minorités qu'ils servent. Ils sont faits pour concentrer en un même lieu d'un territoire urbain ou régional, tous les services relevant d'un même champ d'activité de façon à avoir le meilleur contrôle possible. Cette concentration ponctuelle de services correspond à la résolution de besoins sociaux nettement différenciés en importance, et en qualité; alors que pour vraiment servir les administrés, ils devraient logiquement se trouver là où les besoins se manifestent, en relation directe avec les activités sociales différenciées qui les nécessitent.

Leur utilisation par la population, inévitable parce que c'est ce qu'on lui donne, oblige chaque demandeur de prestations sociales à rompre avec ses activités de production, de formation ou de loisirs, pour satisfaire le plus des besoins élémentaires. *(souvent)

Ainsi, le citoyen moyen dans ce qui pourrait être son développement social quotidien, doit se soumettre tour à tour, au contrôle et à la rentabilité des couches sociales minoritaires qui l'exploitent. L'hôpital de médecine générale entre autres, est significatif de cette situation: il contient un maximum de personnel et de techniques médicales, surtout des moyens de lutte contre la maladie, pour se présenter comme un "centre de santé" devant répondre à tous les besoins sanitaires de la population, ce qui est aberrant, car plus de 80% des maladies ont leurs origines dans une mauvaise organisation sociale et urbaine délibérément entretenue. Il y a amalgame entre médecine et santé, pour mieux rentabiliser des actes médicaux et pour répondre au pouvoir économique de ceux qui s'en sont approprié l'usage. C'est encore plus caricatural quand il s'agit d'édifier (ou de déifier) des "monuments" d'importance nationale dans la métropole qui doit contenir tous les éléments les plus représentatifs du centralisme économique, politique et culturel: c'est ainsi, qu'il a été récemment réalisé dans la magnificence, à Paris, le CENTRE d'art contemporain du plateau Beaubourg, centre dispensateur de CULTURE, celle qui fait la grandeur de la FRANCE, pour la FRANCE toute entière. Il en est de même pour les centres d'affaires, les centres commerciaux, les centres administratifs

c'est pourquoi il est tout aussi aberrant de se placer dans la perspective d'un développement social démocratique et de vouloir l'envisager par un urbanisme, par des équipements Publics ou privés faits pour le règne des minorités sur l'ensemble d'une population.

-Les grilles d'urbanisme qui ont été produites ces cinquante dernières années, des plus simplistes aux plus complètes, ont toujours été élaborées d'après les rapports mesurables qu'il pouvait y avoir entre la capacité de services maximum des équipements existants, en les dotant de tous les apports technologiques et techniques de l'ère industrielle, et le nombre de personnes, de consommateurs qu'il fallait pour que ceux-ci fonctionnent de façon efficiente pour leurs promoteurs (ceci montre quel point les promoteurs ne sont pas les usagers, bien que ce soient eux qui paient.) Il était donc de première importance, pour les techniciens "humanistes" qui y ont participé, de tenter de rationaliser l'organisation urbaine et de préciser des structures favorables à un meilleur fonctionnement du système politique et économique, pour augmenter encore par leurs connaissances et méthodes l'emprise du pouvoir de la grande bourgeoisie industrielle, et, non pour répondre à un élargissement de pouvoir devant bénéficier aux administrés. Il faut dire que cette façon d'approcher à l'urbanisme relève d'avantage du conditionnement intellectuel alors en vigueur dans la formation des élites qui devaient servir l'état, que d'une volonté machiavélique de leur part. Ces grilles d'urbanisme sont donc une mise en ordre plus ou moins contrôlable de la société telle qu'elle est, par l'inventaire systématique de ses composants techniques, physiques et sociaux. Elles contiennent donc de façon purement comptable les divers monuments de provenance historique réactualisés et leurs rajouts. Elles rassemblent aux divers niveaux d'une structuration urbaine analythiquement répertoriée, une somme d'entités relevant de ministères ou d'intérêts divers, dont la coordination se fait au sein d'organismes dominants, au plus degré de la ville ou ailleurs. Ces entités (écoles, dispensaires, centres de l'enfance ..etc...) sont ainsi à un même niveau concurrentielles et fonctionnellement étrangères; elles prennent en charge de façon sectorielle et dissociée, santé, éducation, formation, production, consommation ... vidant de tout contenu politique leur insertion sociale auprès des utilisateurs, et les niveaux de socialisation auxquelles elles agissent. Elles juxtaposent autant d'éprouvettes sociales qu'il y a de fonctions analythiquement projetées, telles que travailler, être gouverné, administré, se loger, circuler, se récréer ... Elles offrent une vision cartésienne (dans ce qu'elle a de plus

simpliste) des fonctions urbaines , se référant généralement aux lieux communs de l'urbanisme contemporain , c'est à dire aux principes les plus élémentaires et les plus fonctionnalistes (car les plus rentables) de la charte d'Athènes , et le tout avec de l'air , de l'espace , du soleilon connaît !

C'est pourquoi , l'urbanisme contemporain dans ses réalisations les plus achevées présente une intégration purement formaliste , artificielle et non organique , d'objets et d'espaces architecturaux dissociés , d'après les lois d'une composition urbaine monumentale , n'exprimant véritablement sur leur environnement que le pouvoir de l'état , plutôt que l'existence d'une trame continue et intégrée de services collectifs de logements .

-Du point de vue de l'analyse , ces grilles représentent le travail de clarification le plus important de toutes études faites jusqu'alors dans ce domaine . Mais ce qu'elles ont de positif n'est pas dans ce qu'elles proposent , mais dans ce qu'elles permettent de déduire et d'envisager .

En premier lieu , l'inventaire qu'elles présentent montre de façon objective l'énorme déficit que l'état capitaliste entretient par rapport à sa propre organisation politique et sociale . La politique gouvernementale en matière d'urbanisme , est basée depuis la dernière guerre mondiale , sur la production sectorielle de logements . Pour répondre aux besoins "d'habitat" des couches laborieuses de la population française , il faut produire des logements (et quels logements!), des grands ensembles de logements; pour le reste

Fondamentalement , l'habitat d'une espèce , d'une population , est la totalité du territoire sur lequel elle évolue dans toutes ses activités sociales . En ramenant la notion d'habitat à ce qu'elle peut avoir de plus contractée , de plus restrictive c'est à dire le logement , l'état industriel répond ainsi de façon sectorielle aux besoins d'habitat des classes ouvrières , en produisant de façon industrielle des cellules minima , plus ou moins investies bien entendu , de l'ineffable qualité architecturale , et quelquefois agrémentées d'espaces verts paysagés pour atténuer l'indigence des moyens mis en oeuvre . La cellule logement-habitat représente la majorité de ce qui se réalise dans l'urbanisme contemporain . Les espaces urbains qui devraient contenir les équipements alors nécessaires pour que le logement soit intégré à un véritable habitat sont purement résiduels , puisque la composition des ensembles procède d'abord de la capacité d'un terrain à recevoir des logements . Quelquefois , dans ce qu'il reste , il sera possible de prévoir des commerces ; des points d'animation et de

rencontre comme disent les architectes ... , et ceux ci sont toujours rentables , car ce sont des équipements de survie et de première nécessité ; le reste , pour ce qui est des crèches , des écoles , des dispensairesceci dépend surtout des efforts que consentiront à faire les collectivités locales avec des moyens financiers toujours limités ; et les villes croissent au hasard des réserves foncières , de la spéculation et des implantations industrielles , ce qui augmente d'autant leur congestion et leur asphyxie ; et partout des routes , des voitures , du pavillonnaire et des monuments dédiés à la consommation .

La réalisation de villes nouvelles représente ce que l'état industriel à pu proposer de plus complet en matière d'urbanisme . La politique gouvernementale semblait alors décidée de réunir toutes les conditions pour créer des ensembles urbains pilotes correctement équipés et répondant par là même aux besoins de développement social de leurs futurs habitants , selon les structures politiques , économiques et sociales existantes .

A constater ce qui a été réalisé , à confronter les intentions formelles et organisationnelles contenues dans l'élaboration des projets conçus par les urbanistes et leur réalisation effective par les structures économiques de la libre entreprise , il est malheureusement visible qu'une fois de plus toutes les bonnes intentions sont passées au crible du profit , de la promotion privée ou "publique" des banques et de la rentabilité de l'industrie du bâtiment . Et si ces villes nouvelles sont nettement moins défavorisées en équipements que les grands ensembles , et quelquefois implantées dans des sites agréables , elles représentent tout de même une pénurie sélective et hiérarchisée selon les clivages politiques et sociaux qu'elles contiennent . Ainsi il y a la préfecture , pièce centrale de la composition urbaine (villes "nouvelles" commençant par une préfecture , nouvelles villes de la décentralisation de napoleon 1er) . C'est le monument qui représente l'autorité de l'état et à ce titre elle est réalisée avec les moyens adéquats ; des groupements de cellules minima modelées , en nombre , quelquefois savamment agencées ; des logements pour cadres nettement séparés , moins concentrés et plus agréables , et les équipements sociaux quelquefois réalisés comme prévu , mais souvent réduits à leur plus simple expression , la plus rentable ; quelques réseaux de transports collectifs très localisés et partout centres commerciaux et voitures . Quels que soient les moyens technologiques et techniques dont il dispose , l'état de la libre entreprise et du laisser faire économique ne peut se permettre de répondre aux exigences du système

social qu'il a lui même produit .Il ne peut qu'en tirer parti pour le rentabiliser . Car le seul fait de prendre en compte un programme quantifiable , complet , des équipements sociaux qu'il devrait réaliser à l'échelon national , demanderait immédiatement une production nationale pour y répondre , ce qui serait jeter les bases d'un socialisme libéral , état intermédiaire entre le capitalisme et un socialisme véritablement démocratique .

-Pour une approche à la planification physique dans la perspective d'un développement social démocratique , ces grilles d'urbanisme constituent tout de même un matériel de choix . En premier lieu , les conditions qui ont poussé à leur élaboration montrent qu'il est nécessaire , normal et rationnel de vouloir répondre aux besoins de l'organisation sociale , par l'utilisation des techniques contemporaines et de l'industrie . D'autre part , le travail de rationalisation effective permet de contrôler avec exactitude les divers types de services que les équipements dominants s'approprient pour administrer et rentabiliser toute une population ; ce qui permet de reconnaître directement les niveaux de socialisation particuliers qui sont sous leur contrôle , et d'être à même de les redistribuer selon les degrés particuliers de la structure urbaine d'où ils sont extraits .

La constitution d'une grille de planification physique , régionale , communale et urbaine , résultera donc de l'éclatement des "monuments" centralisateurs de pouvoir et de services , pour que leurs contenus soient multipliés et répartis de façon homogène , progressive et continue , selon la totalité des niveaux de socialisation qui marquent des besoins spécifiques et différenciés d'une organisation démocratique , selon des structures économiques et politiques associatives . Ceci conduit à redéfinir le profil et le contenu de la totalité des nouveaux équipements collectifs ainsi obtenus , et c'est une des principales tâches auxquelles s'appliquent les études Planurba .

Structures de mise en relation

-Pour tout projet d'urbanisme , de planification physique , les voies piétonnières et véhiculaires ont toujours été les moyens privilégiés pour mettre en relation progressive ou directe , les divers niveaux de l'organisation sociale . Ces moyens physiques de communications sont les éléments intégrateurs , de la dynamique

sociale . L'ordonnance de ces moyens de transports individuels et collectifs forme une structure physique de première importance , sans laquelle chaque niveau d'activité se trouverait déstructuré et dissocié des autres , pour ne plus fonctionner de façon coordonnée , occasionnant désordre , maladie et gaspillage . C'est évidemment ce qui se passe aujourd'hui dans ce que la plupart des projets d'urbanisme proposent . Bien entendu , le clivage social ne résulte pas à priori de confusions circulatoires mais de volontés politiques ; mais , corrélativement à cet état de fait , l'anarchie des réseaux circulatoires est un moyen approprié pour permettre de le rentabiliser . Les structures de mise en relation de tous niveaux et de tous ordres sont ramenées à la séparation du piéton (un des états du citoyen limité à son fonctionnement circulatoire , c'est le privilège politique qu'on lui accorde) et de la voiture (phénomène en soi considéré comme une des inventions les plus importantes du 20ème siècle en matière d'urbanisme) . Quand il est alors projeté des réseaux de mise en communication des divers monuments de la vie collective , c'est d'abord par une ordonnance des conditions techniques propres à la voiture , par rapport à son incompatibilité à être intégré dans la trame urbaine , d'après toutes les ruptures qu'elle provoque entre des relais sociaux qui devraient être logiquement en continuité ; et quand il est prévu des réseaux de transports collectifs , c'est de façon purement limitée et complémentaire , même si ceux ci évoluent en "site propre" . Il se trouve que les économies nationales des pays industrialisés sont basées en grande partie sur l'industrie automobile . La voiture n'est pas la rançon du progrès , et si on doit la subir , c'est qu'elle est une source permanente de profit . Par sa destination commerciale , par sa taille et sa capacité de transport , elle est un bien de consommation individuel et familial . Les réseaux routiers ne devraient être logiquement qu'une structure de consommation individuelle et familiale , en projection de l'organisation collective et non en constituer la dominante . Mais comme dans nos sociétés dites développées , il faut impérativement consommer pour tenter de répondre à des besoins quelquefois élémentaires , ce réseau de consommation est hypertrophié pour assumer toutes les relations urbaines , inter urbaines , régionales , nationale et même internationale . Dans ces conditions parler d'urbanisme pour le développement communautaire et social relève de l'utopie quand les structures même qui devraient être les éléments intégrateurs de la vie collective poussent systématiquement à l'éclatement et à la sectorisation . La ville de Los Angeles est le cas extrême de

cette "logique", son exemple mérite qu'on s'y attarde car elle est ce qu'on a fait de plus achevé dans le genre.

-S'il s'agissait seulement de méthode et de technique de mise en relation, les problèmes posés par les voies de communications véhiculaires ne seraient pas insurmontables; les projets de villes linéaires sont des exemples intéressants montrant ce qu'il est possible de faire en employant de façon rationnelle des techniques contemporaines. Mais compte tenu de l'indigence particulière des contenus politiques et sociaux qu'elles rassemblent autour d'une même voie de transports collectifs rapides, d'échelle régionale, elles ne peuvent qu'affirmer d'avantage les finalités du système économique auxquelles elles contribuent; c'est à dire à mettre en relation rapide et directe des fonctions restrictives sectorielles telles que TRAVAILLER-se LOGER-CIRCULER et REGENERER sa force de travail - fonctions essentielles de l'exploitation des masses. Une mise en relation directe des extrémités du système capitaliste ne pourrait contribuer à la définition d'une planification physique progressiste. Pour cela et en prolongement des structures politiques associatives, il sera nécessaire de mettre en place tout une structure qui mettra en relation progressive continue ou directe, n'importe quel lieu de résidence à n'importe quel lieu d'expression ou de production de la collectivité régionale.

-A chaque niveau de socialisation spécifique, les trames piétonnières (et non la circulation piétonnière limitée aux voies qui y conduisent) sera l'élément intégrateur du fonctionnement de développement individuel et collectif.

-A l'intérieur de chaque unité de planification urbaine ou communale, des réseaux de transports collectifs mettront en relation rapide et sans rupture les relais sociaux de divers degrés qu'ils contiennent pour que ceux-ci forment des organismes intégrés soutenant de façon permanente et appropriée la dynamique sociale.

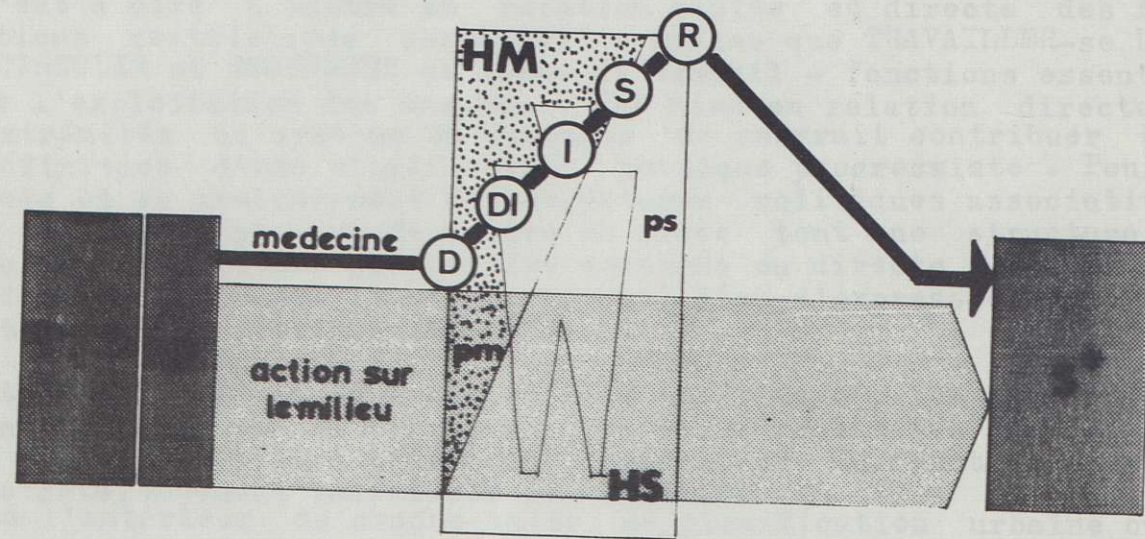
-Les relations inter communales et urbaines seront branchées en continuité depuis les lieux de plus haut degré des unités de gestion communautaires, pour mettre en relation rapide et continue n'importe quel niveau de service et d'expression de la collectivité à n'importe quel niveau de production locale ou régionale.

-La mise en complémentarité des réseaux de transports collectifs régionaux, inter communaux et urbains, et, des trames piétonnières receptrices et distributrices d'activités sociales, sera le fait déterminant d'une planification physique régionale progressiste.

-L'ensemble du réseau routier, ne sera alors qu'une structure hiérarchisée de consommation individuelle et familiale, ou de desserte complémentaire, en projection d'une organisation sociale homogène qui a su le maîtriser pour en faire un moyen de développement riche en possibilités variées et supplémentaires.

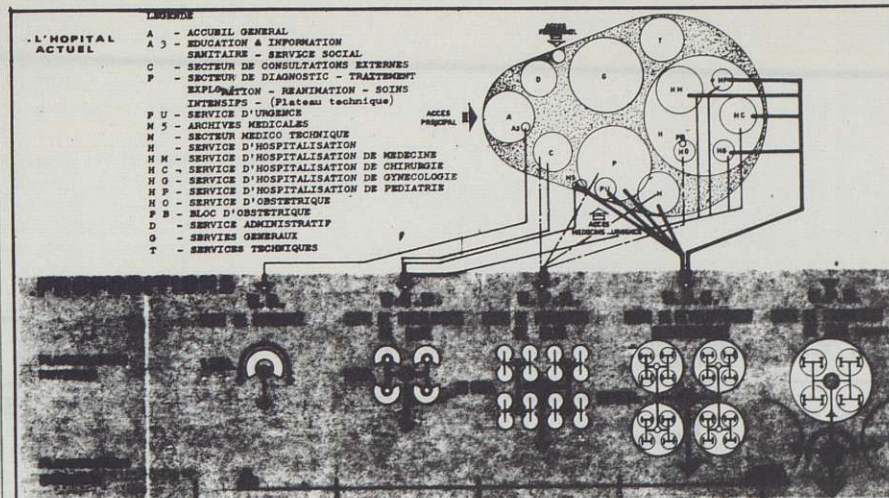
QUELQUES REALISATIONS PLANURBA (à titre purement indicatif)

PLANIFICATION REGIONALE COMMUNALE ET URBAINE
DES SERVICES MEDICO-SOCIAUX .



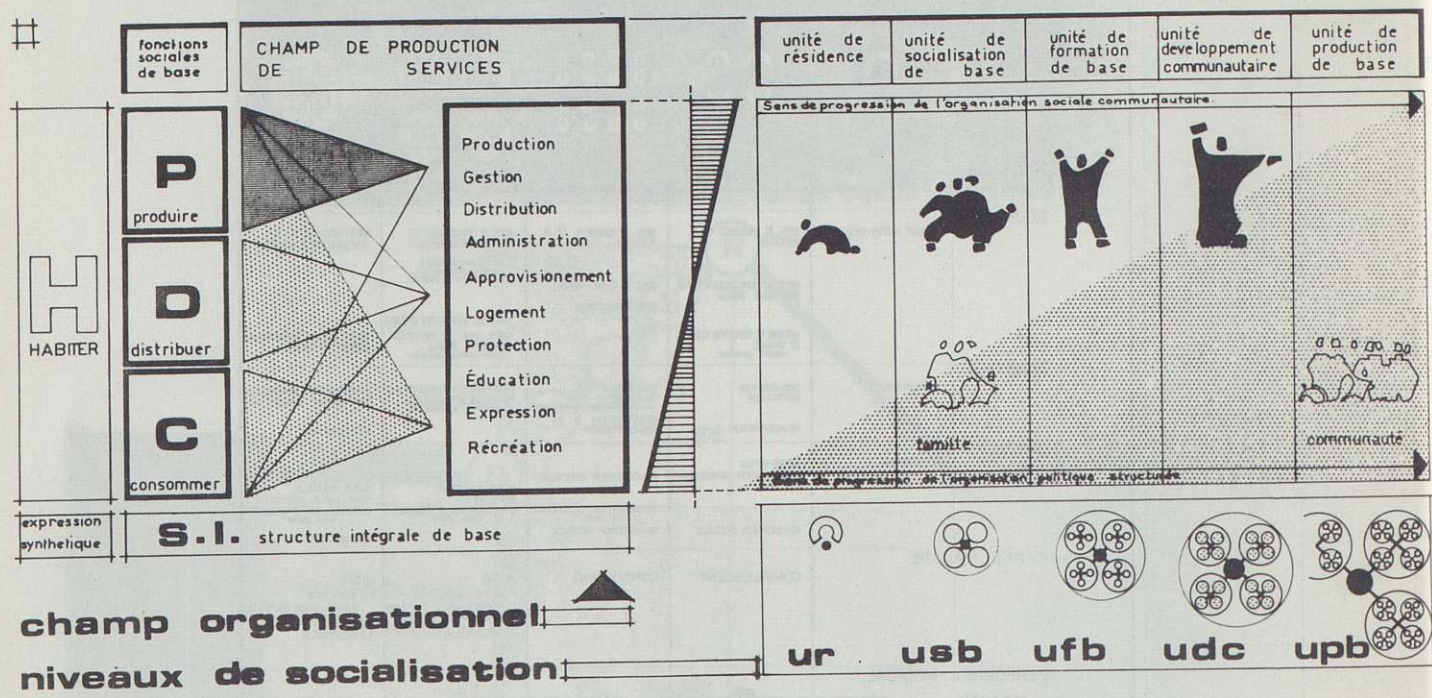
- LEGENDE**
- I - information
 - P - prevention
 - S - sante*
 - HM - homme malade
 - HS - homme sain
 - pm - potentiellement malade
 - ps - potentiellement sain
 - D - depistage
 - DI - diagnostic
 - I - Intervention
 - S - soin
 - R - reinsertion sociale

*Definition de l'O.M.S. "état de parfait bien-être physique, mental et social".



EQUIPEMENTS	UNITE DE PREVENTION ET DE DEPISTAGE	UNITE DE DIAGNOSTIC ET DE TRAITEMENT	UNITE DE TRAITEMENT ET D'INTERVENTION CHIRURGICALE GENERALE	UNITES SPECIALISEES DE TRAITEMENT ET DE RECHERCHE
ANTENNE MEDICO-SOCIALE	UNITE DE CONVALESCENCE ET DE REINSERTION SOCIALE	UNITE DE SANTE MENTALE	UNITE DE RECHERCHES URGENCES	CENTRE REGIONAL DE PROTECTION SANITAIRE ET SOCIALE
PREVENTION	RECHERCHE	DIAGNOSTIC TRAITEMENT REEDUCATION READAPTATION	INTERVENTION CHIRURGICALE TRAITEMENT GENERAL	INTERVENTION CHIRURGICALE TRAITEMENT SPECIALISE
INFORMATION	REINSERTION SOCIALE	CONSULTATION SPECIALISEE INTERVENTION D'URGENCE REINSERTION SOCIALE	SOINS GENERAUX SOINS AIGUS INTERVENTION D'URGENCE	SOINS SPECIALISÉS SOINS AIGUS INTERVENTION D'URGENCE
PHASE MALADE	CONVALESCENT	CONSULTANT	AIGU DETRESSE SURVEILLANCE SOUTENU TRAITEMENT SOUTENU CHRONIQUE	AIGU DETRESSE SURVEILLANCE SOUTENU TRAITEMENT SOUTENU CHRONIQUE
PERSONNEL MEDICAL	<p>GENERALISTE</p> <p>SPECIALISTE EN MEDICINE ET CHIRURGIE GENERALE</p> <p>SPECIALISTE EN CHIRURGIE ET TRAITEMENT SPECIALISE</p>			
MALADE	<p>CONSULTANT (CONSULTANT)</p> <p>CONSULTANT (DIAGNOSTIC TRAITEMENT)</p> <p>AIGU (HOSPITALISATION)</p> <p>CHRONIQUE (HOSPITALISATION)</p>			
INFORMATIONS SANITAIRES	<p>RETOUR COMPLEMENT</p> <p>COMPLEMENTARITE</p> <p>COMPLEMENTARITE</p> <p>COMPLEMENTARITE</p> <p>COMPLEMENTARITE</p>			

EXPRESSION
SYNTHETIQUE



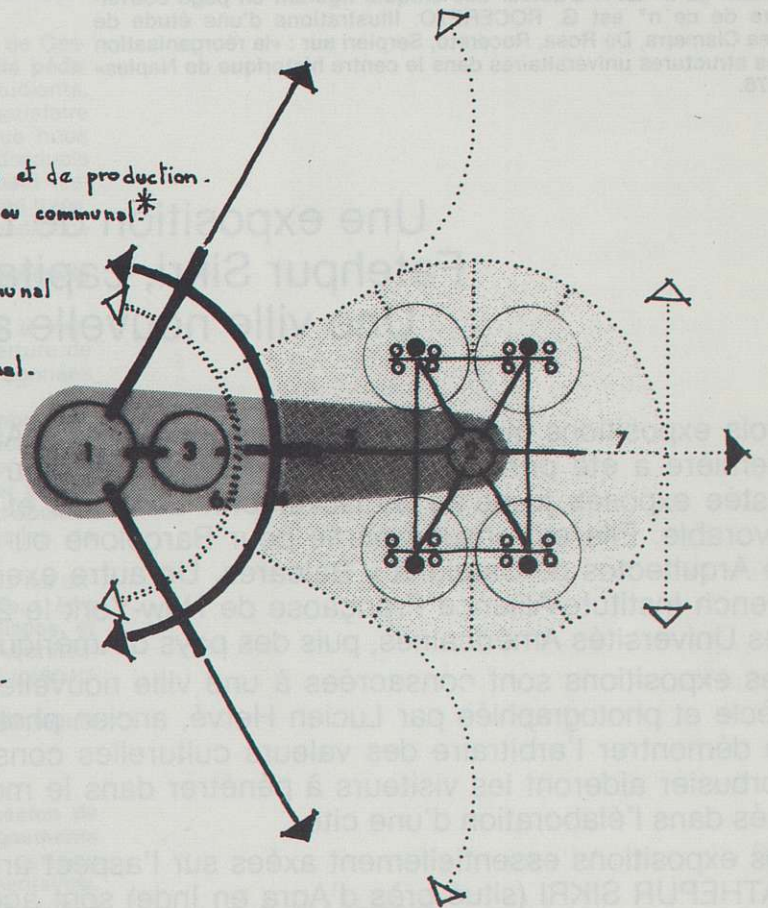
ORGANISATION DE PRINCIPE DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS REGIONALES

legende :

1. niveau régional de plus haut degré de gestion et de production.
2. unité de plus haut degré de développement urbain ou communal*
3. équipements de niveau régional.
4. réseau de transports collectifs régional-inter communal et inter urbain.
5. réseau de transports collectifs urbain ou communal.
6. réseau régional de consommations pour véhicules particuliers.
7. dessertes pour véhicules particuliers.

* de 80.000 à 100.000 hab. environ, qui peut être :

- groupée en unité compacte.
- répartie sur les communes de production agricole.



Informations

Colloques de Marly : le 25 et 26 octobre 1977 à l'Institut National d'Education Populaire, 1, ave W. Blumenthal 78160 Marly le Roi ; **conduite des opérations d'urbanismes**

Ce colloque est destiné à orienter les responsables des Collectivités Locales et les fonctionnaires de l'Etat dans un domaine qui est en pleine mutation.

Pour tous renseignements : Centre de Recherche d'Urbanisme 74, rue de la Fédération - 75015 Paris - Tél : 567.35.34

Additif au n° 2/77. L'auteur des croquis figurant en page couverture de ce n° est G. ROCERETO. Illustrations d'une étude de Piea Ciamarra, De Rosa, Rocereto, Serpieri sur : «la réorganisation des structures universitaires dans le centre historique de Naples» 1976.

Une exposition de Lucien Hervé : Fatehpur Sikri, capitale des Moghols Une ville nouvelle au XVI^e siècle

Trois expositions itinérantes parcourent l'Europe, l'Asie et l'Amérique depuis l'automne 1976. La première a été présentée le 28 Septembre 1976 au Musée d'Architecture d'Helsinki où elle est restée exposée jusqu'au 30 Novembre. Le public et les critiques lui ont réservé un accueil très favorable. Elle est ensuite partie pour Barcelone où elle a été inaugurée le 8 Janvier au Colegio de Arquitectos de Cataluna y Baleares. Un autre exemplaire de cette exposition sera présenté au French Institute-Alliance Française de New-York le 26 Janvier et entreprendra ensuite un périple des Universités Américaines, puis des pays d'Amérique Latine.

Ces expositions sont consacrées à une ville nouvelle monumentale construite en 20 ans au XVI^e Siècle et photographiée par Lucien Hervé, ancien photographe de Le Corbusier. Elles ont l'ambition de démontrer l'arbitraire des valeurs culturelles consacrées et enseignées. Vingt pensées de Le Corbusier aideront les visiteurs à pénétrer dans le monde architectural et comprendre les nécessités dans l'élaboration d'une cité.

Les expositions essentiellement axées sur l'aspect urbanistique de ce chef d'œuvre ignoré qu'est FATHEPUR SIKRI (situé près d'Agra en Inde) sont accompagnées d'un audio-visuel de miniatures indo-persanes, représentant la vie d'Akbar le Grand, constructeur de la ville. La projection se termine par une vue du Parc de Versailles, ceci pour confirmer la théorie de l'influence des constructions d'Akbar sur Le Nôtre.

Les personnes ou les institutions intéressées par cette exposition sont priées de s'adresser à Mme Agathe Szego-Dumond, 22, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris.

Nous soussignés, enseignants à l'UPA N° 1, voulons exprimer publiquement nos inquiétudes quant aux conditions **pédagogiques** de l'exercice de notre métier, dont nous avons obtenu une profonde rénovation en 1968, mais qui, depuis lors, se détériorent d'année en année, sous l'effet de forces intérieures à l'Unité Pédagogique, et s'ajoutent à la misère matérielle de cet enseignement.

Pour la rentrée 1977, le Conseil de Gestion a voté le **7 juillet** un nouveau programme des études, après un vote défavorable de la «Commission Pédagogique», assemblée de tous les enseignants, et après des protestations véhémentes des étudiants.

Ce programme a été porté à la connaissance des enseignants le 26 juillet, quand il était trop tard pour un ultime débat.

Non seulement, ce programme a été rejeté par la majorité des enseignants réunis en Commission Pédagogique, mais il émane du programme électoral des élus minoritaires du Conseil de Gestion, qui ont réussi à en obtenir le vote grâce à leur position dominante dans «la commission des programmes du Conseil de Gestion».

Nous estimons que, si la gestion est l'affaire du Conseil de Gestion, **le programme des études relève de la responsabilité pédagogique des enseignements**, en dialogue avec les étudiants, et que la Commission Pédagogique ne peut pas se satisfaire d'être un organe consultatif. La liberté pédagogique que nous avons (encore) dans le cadre de nos enseignements individuels ne nous suffit pas, car les enseignants sont collectivement responsables du profil du diplômé que le programme des études trace, même si sa mise en œuvre est rendue difficile par les conditions matérielles.

Sous le couvert de l'autonomie de l'établissement, **la démocratie disparaît progressivement à l'intérieur de l'UP.**

Sur le fond, l'évolution que ce programme consacre, c'est **le remplacement des UV optionnelles des UV libres** (seule ouverture de l'UP sur l'extérieur) par des UV **obligatoires parcellisées**, données sous forme de cours magistraux.

Sous prétexte que l'architecture est au carrefour de nombreuses disciplines, que la formation d'un architecte exige des connaissances dans des domaines très divers, les enseignements proposés aux étudiants tendent, de plus en plus, à graviter autour de l'architecture, en l'évitant soigneusement, de crainte d'aborder ce terrain miné de problèmes non strictement scientifiques, de choix nécessaires, d'incertitudes ...

Alors qu'au contraire, les connaissances nécessaires dans les différentes disciplines qui contribuent à l'architecture, pour être utilisables, doivent être, sans les sous-estimer, finalisées et compatibles avec une des méthodes de mise en forme architecturale, de ces «courants d'architecture» qui existent et ont toujours existé.

C'est le deuxième aspect de ce programme : suppression de toutes

C'est le deuxième aspect de ce programme : **suppression de toutes les tentatives d'organisation de groupes d'enseignements cohérents** (qu'étaient les champs optionnels, les GAP, certains studios d'architecture avec leurs enseignements complémentaires), remplacement par des UV dispersées soit obligatoires, soit à grappiller dans le cadre des quelques options qui restent.

De sorte que les étudiants en architecture ont un emploi du temps plus strict que les lycéens. Ils subissent, sans aucun profit, un grand nombre d'enseignements parcellisés, et connaissent le même découragement que les enseignants, déplorant **l'impossibilité organisée d'apprendre et d'enseigner** l'architecture.

Où les futurs architectes l'apprendront-ils ? Dans les agences, comme naguère ?

Lettre ouverte sur l'enseignement de l'architecture à l'unité pédagogique n° 1 Paris.

Signataires.

Duplay Paul, Architecte
Duplay Claire, Sociologue - Urbanisme
Duplay Michel, Architecte
Fuitei Louis, Ingénieur
Maillard Philippe, Architecte
Valode Denis, Architecte

english summary

SOCIAL DEVELOPMENT, POLITICS AND PHYSICAL PLANNING.

Present number has been prepared by a research-team in the frame of the School of Architecture and Planning of the Provence region in France.

The theme that runs throughout the present issue reflects ideological view-points regarding evolution of society, past, present and future. Ideas put forward are both critical and constructive.

They are critical in so far as they relate present modes of physical planning to dominant social and political trends - responsible for a continued deterioration of urban environment. We have devoted a recent number (no. 1.77) to the evolution of settlement structure in France where the author pointed to the difficulties arising from the functioning of a heavy and centralized planning apparatus.

Authors of present issue claim a decentralized approach both in regard to social organization and in regard to satisfaction of environmental needs. They point to the role of the "REGION" as being a human and territorial unit where such a political and social decentralization may take shape in the future. They outline the way in which both organization and locational policies regarding to all social services necessary for a given community may be implemented.

Authors are naturally aware of those obstacles arising of the vary nature of present "economic" development claiming centralized political institutions both in western as in eastern countries. They nevertheless ascertain the antiquated character of such a development in view of a regeneration of mentalities and an ever growing need of what is called in administrative terms: "user-participation".-

Alison et Peter Smithson : un appel

Pour une acceptation
poétique de la réalité : Berlin-Ouest
transformée en une île.



THE ISLAND OF WEST BERLIN

Berlin ouest actuel

Un exemple facile pour mettre en pratique l'acceptation de la réalité nous est offert par BERLIN OUEST.

Si nous, citoyens européens insistions sur l'acceptation de Berlin-Ouest en tant que l'îlot le plus éloigné du monde occidental, cette acceptation d'une situation donnée pourrait être accomplie avec tant d'humour et d'élan qu'elle aurait pour résultat de remettre à leur place les partis politiques et engendrer une énergie nouvelle.

«L'île Berlin-Ouest» serait très simple à réaliser en reliant les lacs et canaux existants entre eux, en remettant en usage de vieux canaux remblayés. La tranchée — sur certaines parties de la bordure ouest — pourrait être représentée par des forêts et de nouvelles extensions de cette aire de boisement accentueraient l'idée d'une île.

De cette manière, les rues bloquées par la muraille de Berlin, pourraient être transformées — une faune aquatique pourrait y faire son apparition, une végétation riche se refléterait dans ses plans d'eau...

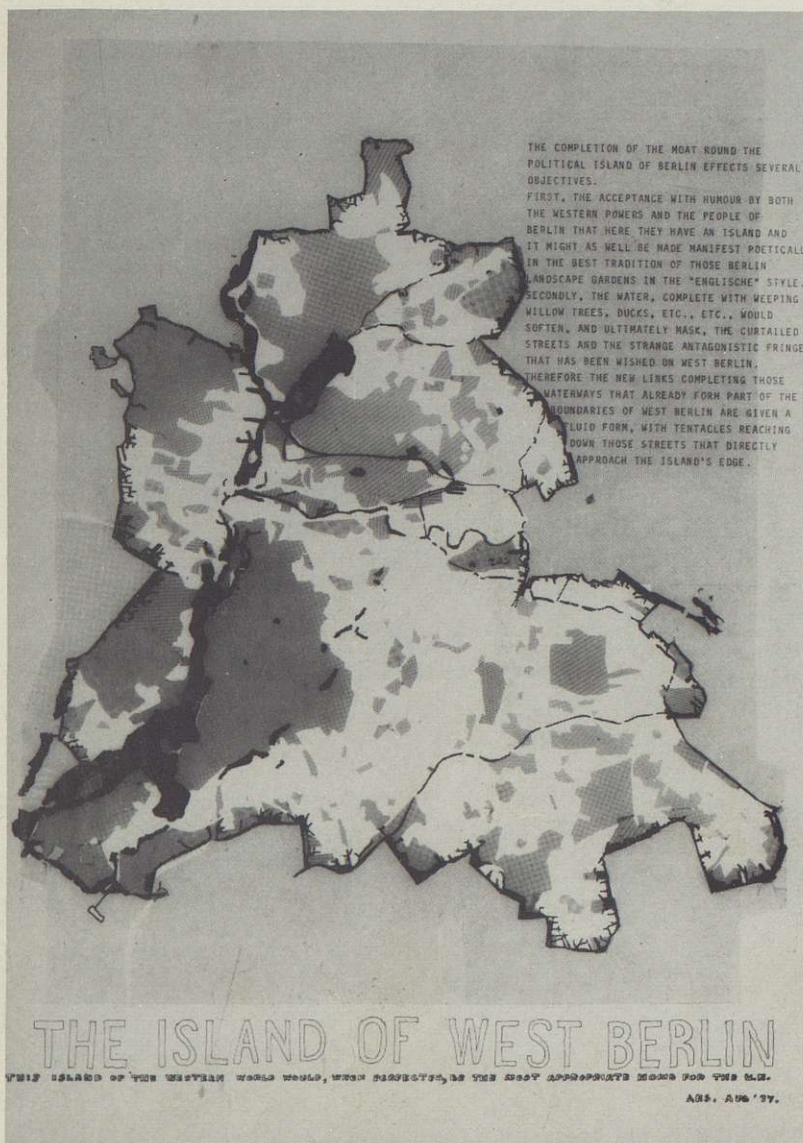
Ainsi la partie opposée apparaîtrait différente ... qui construit des murailles et contre qui ? Le fossé serait-il partie intégrante d'un conte de fées ... une princesse endormie ?

Au cas où la muraille laide se situerait dans un champ visuel trop rapproché de l'île délimitée par sa tranchée remplie d'eau, elle pourrait être aspergée de couleur verte au printemps, d'ocre jaune ou rouge en automne, de blanc-argent scintillant à Noël et de blanc au mois de Janvier.

Laissez les citoyens mettre hors la loi des administrations toutes puissantes, de cesser de payer un tribut injuste à des politiciens et à leurs décisions remontant à l'époque des locomotives à vapeur; laissez-les s'amuser un peu de la rigidité de ces gens. Donnez un contenu poétique aux objets qui font partie de notre cadre de vie quotidien mais rendus stériles par les bureaucrates, des choses telles que les trous béants de nos centres urbains en attente d'une «opération immobilière», les entailles opérées par les rocade urbaines dans le tissu de nos villes ou des phénomènes étranges tels le Mur de Berlin.

Qu'on inaugure une ère nouvelle, empreinte d'un contenu lyrique correspondant à son tour à une légèreté de l'esprit, un peu romantique, témoignage de la façon dont les hommes désirent vivre n'importe où — à la campagne ou en ville — sans détruire les qualités intrinsèques du site.

The poetic acceptance of reality: West Berlin as an island



Berlin ouest « Ile » lacs et canaux en noir.

An easy example on which to practice the acceptance of reality in West Berlin.

If we, European citizens, insist on the acceptance of West Berlin as the westernmost island in Europe, this facing of things as they are, could be done with such humour and élan as would laugh political factions back into their places, and release a new kind of energy of actuality.

To **moat** West Berlin would be simple; by joining up the existing canals and lakes, restoring old canal such as the Luisenstädtischer canal, filled in 1926-28. The **moat** on certain lengths of the **edge**, such as the north west corner, can be represented by the forest, and new links and extension pieces of this forest fringe would equally well convey and sustain the **idea** of island.

In this way, those street ends where the Berlin Wall is omnipresent, could be transformed ... ducks quacking, swans swimming, willows weeping, creepers creeping ... all reflected in still, or ruffled, sky-reflecting water.

Thus **the other side** would begin to seem something different ... who is walling who out? who is the moat protecting? is the moat part of a fairy tale? of a frog? or a sleeping princess?

Where the ugly wall still came too visually close to **the island floating in its moat**, the wall could be sprayed from a distance with dappled green each spring; touched up with gold or red each autumn; glittered for Christmas; spangled a little with white in January, February; splattered with the pink of buds at the time when they might begin to open: then dappled spring green again.

Let the citizens begin to outlaw too powerful administrations, cease to give undue reverence to politicians and their steam-age decisions; laugh a little at these people's rigidity. Make poetry out of the things ordinary people have to live with but which politicians talk around and over which administrators fill cabinets with papers. Such things as the **missing teeth** in our streets, city centres **full of holes** awaiting development, slashes cut in cities by motorways ... or strange disturbing phenomena like the Berlin Wall.

Let a new age of humanism begin, with a new lyricism of ideas responding to a lightness of heart, expressive of a new romanticism which would be the visible evidence of the way people now want to live in any place, urban or rural, without despoliation of its intrinsic quality.

A.M.S. October 1975 ... September 1977.